

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية

11/12/2015

## Le CNDH demande la révision du Dahir de 1958 réglementant le droit d'association

Le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** a recommandé dans un mémorandum sur la liberté associative au Maroc, présenté mercredi à Rabat, la révision du Dahir de 1958 réglementant le droit d'association.

Ce mémorandum, présenté lors d'un point de presse par le président du CNDH Driss El Yazami en présence du Secrétaire général du Conseil Mohamed Sebbar à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre), recommande au législateur de procéder à la révision du Dahir no I-58-376 du 3 joumada I 1378 (15 novembre 1958) réglementant le droit d'association dans le sens libéral de 1958, en remplaçant par des amendes les peines privatives de liberté, prévues par ce Dahir. Le document préconise d'accorder aux enfants âgés de 15 à 18 le droit de constituer leurs propres associations en vue de garantir l'effectivité du droit des enfants à la participation, d'aligner le statut juridique des associations étrangères sur celui des associations nationales dans une perspective d'égalité de droits, conformément à la Constitution et à la nouvelle politique migratoire du Royaume, de prévoir, dans l'article 5 du Dahir, la possibilité de déposer par voie électronique la déclaration de constitution des associations ou de renouvellement de leurs organes dirigeants, dans le cadre de la dématérialisation des procédures relatives aux actes de la vie associative, et d'exonérer les déclarations de constitution des associations et de renouvellement de leurs organes dirigeants des frais du timbre de dimension prévu à l'article 5 du Dahir.

Il recommande aussi d'adopter un statut légal particulier pour les fondations, clarifiant leurs spécificités, les modalités d'obtention de ce statut, leur financement et leur administration, de mettre en place un cadre juridique statutaire de l'action associative bénévole et volontaire, lequel cadre peut préciser notamment les droits et les obligations des bénévoles et des volontaires, les modalités d'évolution de cette catégorie de travailleurs associatifs au sein des associations, la contribution de l'Etat à la couverture des risques encourus par les bénévoles ainsi que les modalités de remboursement des frais engagés par eux dans le cadre de leurs activités.

Il préconise d'amender l'article 7 du Code de procédure pénale afin de permettre à toutes les associations légalement constituées, et pas seulement celles ayant le statut de l'utilité publique, de se constituer, dans la limite de leur objet statutaire, en tant que partie civile dans toute action civile en réparation du dommage directement causé par un crime, un délit ou une contravention, et d'amender l'article 4 du Dahir NO I-02-212 du 22 joumada II 1423 (31 août 2002) portant création de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (tel que modifié et complété) afin d'élargir le droit de saisine de la HACA à toutes les associations légalement constituées, leur permettant ainsi de lui adresser des plaintes relatives à des violations, par les organes de communication audiovisuelle, des lois ou règlements applicables au secteur de la communication audiovisuelle.

S'agissant des textes particuliers régissant certaines catégories d'associations, le CNDH recommande au législateur d'amender l'article 23 de la loi NO 30-09 relative à l'éducation physique et aux sports, afin d'attribuer au Comité national olympique le pouvoir de contrôler la conformité des statuts des fédérations sportives aux dispositions de la loi 30-09, aux statuts des fédérations internationales et à la charte olympique, proposant dans le même cadre que les décisions du Comité national olympique en la matière soient susceptibles de recours devant le tribunal administratif de Rabat.

Il propose aussi d'amender l'article 31 de la loi NO- 30-09 précitée pour rendre le Tribunal de première instance de Rabat compétent pour connaître des demandes de déclaration de dissolution des organes directeurs fédéraux, en cas de violation grave par les fédérations de leurs statuts ou de la législation et de la réglementation qui leurs sont applicables, d'abroger le premier alinéa de l'article 4 de la loi 02-84 régissant les associations d'usagers des eaux agricoles qui permet la possibilité de constituer ces associations à l'initiative de l'administration, et d'amender la loi NO- 01.00 portant organisation de l'enseignement supérieur afin de permettre aux associations d'étudiants d'être représentées par voie d'élection aux conseils d'université et les conseils des établissements qui en relèvent.

Au sujet du statut de l'utilité publique, le Conseil préconise, sous réserve du renforcement des ressources financières mises à leur disposition et de révision de la fiscalité associative et des facilités douanières des associations, que la reconnaissance de la qualité d'association d'utilité publique, qui ne subsiste pratiquement qu'en France, pourrait être définitivement abandonnée.

A titre transitoire, il recommande que les critères d'accès des associations au statut d'utilité publique soient mieux clarifiés, faisant observer, dans ce sens, que deux points d'entrée ont été identifiés au niveau du décret NO- 2 -04-969. Il s'agit d'une part de préciser la portée de la notion de poursuite d'un but d'intérêt général prévue dans l'article 1er et d'autre part, d'encadrer le pouvoir d'appréciation confié aux représentants de l'exécutif, prévu dans l'article 6, en instaurant des critères explicites sur lesquels ladite appréciation peut être fondée.

Adopté par la 6ème session du CNDH, tenue le 28 février 2014, le mémorandum sur les libertés associatives est une contribution au débat public relatif à la mise en œuvre des garanties prévues par l'article 29 de la Constitution et à mettre le cadre juridique régissant les associations à la hauteur des exigences constitutionnelles et des engagements internationaux du Maroc.

Le CNDH a procédé également à l'analyse d'une série de contraintes d'ordre juridique, financier et organisationnel auxquelles est confronté le tissu associatif national et émis des recommandations concernant le cadre juridique, financier et fiscal des associations, le renforcement des capacités du tissu associatif national, les mesures spécifiques destinées aux certaines catégories d'associations ainsi que des recommandations relatives au partenariat Etat-associations.

Lors de la présentation de ce mémorandum, M. El Yazami a souligné que l'élaboration de ce document, qui regroupe plus de 90 recommandations, est le fruit d'un travail de recherche documentaire, d'analyse d'une partie considérable de la littérature existante sur la vie associative au Maroc et d'un processus de concertation avec les leaders de la dynamique de l'appel de Rabat, les responsables des départements ministériels chargés de l'Intérieur, de la Justice et des Libertés, des Finances et du Secrétariat général du gouvernement, ainsi qu'avec les membres de la commission chargée du dialogue national sur la société civile et les nouvelles prérogatives constitutionnelles.

Citant des données du Haut-commissariat au plan, il a indiqué que le Maroc compte plus de 100 mille associations, faisant état d'une évolution relative de ces structures avec la création, l'année dernière, de 16 mille nouvelles associations.

Il a noté que près de 30 % de ces associations disposent d'un siège, dont le 1/3 d'entre elles fonctionnent à moins de 5000 dh par an, et que 30 mille personnes travaillent dans le cadre de ces structures en l'absence d'un cadre juridique régissant le volontariat au Maroc, relevant que le CNDH est intervenu, à maintes reprises, pour obtenir des récépissés de dépôt de demandes de création d'association, dont des associations de MRE.

Ce mémorandum, élaboré par le CNDH dans le cadre de ses prérogatives visant à promouvoir la protection des droits de l'Homme, a été adressé au Chef du gouvernement en novembre dernier.

MAP

<http://www.bled.ma/le-cndh-demande-la-revision-du-dahir-de-1958-reglementant-le-droit-dassociation/>



## الإدارة العامة للسجون تعيد السجن عدنان عزوز إلى السجن المحلي بالحسيمة

09/12/2015

حوار الريف : متابعة

أعيد السجن عدنان عزوز إلى السجن المحلي بالحسيمة يوم 09 دجنبر 2015 بعد أن كان مدير هذه المؤسسة قد اتخذ قرارا يقضي بترحيله يوم 29 أكتوبر 2015 من الحسيمة إلى سجن جرسيف ، وهو الحدث الذي كان قد أثار ضجة إعلامية تشككت في سلامة الاجراء الذي اتخذه مدير السجن في حق هذا السجن وغيره من السجناء الآخرين ، بعد أن بدأت تكشف بعض المعطيات عن وجود نية في التخلص من بعض معتقلي الحق العام الذين تعتبرهم الإدارة من "مثيري الاحتجاج " .

الواقعة سقطت في ايدي فرع الجمعية المغربية لحقوق الانسان بعد أن قصدهه عائلة المعتقل عدنان عزوز الذي سارع مكتبه المسير ، فور اطلاعه عن حيثيات الموضوع ، إلى إصدار بيان وتوجيه مراسلة للمدير العام لإدارة السجون ، عبر فيها عن استياءه مما تعرض له مجموعة من السجناء الذين تم ترحيلهم من الحسيمة نحو سجون أخرى بمبرر ضيق الطاقة الإيوائية للمؤسسة وهو مبرر لا يستند على أي أساس ..، فيما تواردت بعض المعطيات عن تدخل **اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الانسان** بدورها على خط هذا الموضوع .. ويتضح أن المديرية العام للسجون قد صححت هذا القرار وأعدت السجن المعني لقضاء ما تبقى له من محكوميته بجوار عائلته.

وإذا كان هذا القرار الذي اتخذته المديرية العامة للسجون قد أقر بوجود حيف في عملية ترحيل السجن المعني ، فيأمل أن يتواصل البت في إجراءات تعسفية أخرى شملت معتقلين آخرين وعلى رأسهم المعتقل السياسي محمد جلول الذي تم ترحيله بدوره صوب سجن جرسيف دون أي سند قانوني ، إجراء رأت فيه عدد من الهيئات الحقوقية ما يوحي بوجود نية لمضاعفة معاناة هذا المعتقل السياسي بهدف إحباطه و النيل من صموده.

<http://dialoguerif.com/permalink/4956.html>



## بين التأكيد والتشكيك.. هل حقق المغرب تقدما في مجال حقوق الإنسان؟

الرباط، المغرب ( --CNN) يعدّ الاحتفاء باليوم العالمي لحقوق الإنسان في المغرب فرصة لطرح عدد من الأسئلة مدى تقدم هذه الدولة التي خرجت بسلام من تداعيات الربيع العربي في مجال احترام حقوق الإنسان، لا سيما وأن المغرب يقدم نفسه رسمياً بلداً متقدماً من الناحية الديمقراطية على عدد من دول المنطقة العربية، ويؤكد أنه بنى عهداً جديداً في تعامله مع المواطنين، سواء بعد وصول الملك محمد السادس إلى الحكم، أو بعد إصدار دستور 2011.

وقد شهد المغرب في عقود الملك الحسن الثاني ما يُعرف بـ"سنوات الرصاص" التي اعتُقل وعُذب فيها المثات من المعارضين، لتعمل الدولة على "التصالح" مع ماضيها عبر إنشاء هيئة عوّضت الضحايا مادياً واعترفت بوقوع انتهاكات، كما قام المغرب بإنشاء مجلس وطني لحقوق الإنسان، يعمل على التحقق من استمرار التقدم وتقديم توصيات للرقى بالجمال، كما نصّ دستور 2011 على الكثير من الحقوق كما هي متعارف عليها دولياً، ومن ذلك المحاكمة العادلة، والمساواة، واحترام الحياة الخاصة، وحرية الرأي والفكر والتعبير.

بيد أن عدداً من الحقوقيين لا يزالون ينظرون بكثير من الريبة والتوجس لخطوات المغرب في هذا الاتجاه، وعلاوة على تقارير مجموعة من المنظمات الدولية كأمنستي ومراسلون بلا حدود وهيومان رايتش ووتش التي انتقدت عددًا من الوقائع التي شهدتها المغرب في السنوات الأخيرة، فهناك أصوات داخل المغرب تعلقو منددة بما تراه تديداً لحاضر حقوق الإنسان، في وقت اختار فيه حقوقيون آخرون خطاباً متوازناً يثمن وينتقد في آن.

خديجة الرياضي، من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، ترى أن "الانتهاكات لا تزال مستمرة، بما في ذلك المحاكمات السياسية والتعذيب وانتهاك الحق في الحياة والإفلات من العقاب"، متحدثة عن أن وجود متابعات قضائية لرجال أمن متورطين في التعذيب، "لا تعني أن هناك سياسة عامة في هذا المجال"، وأن "المغرب عرف خلال سنوات التسعينيات واقعاً حقوقياً أفضل بكثير من الواقع الحالي".

وتشرح الرياضي أكثر في حديثها لـ CNN بالعربية: "عشنا في التسعينيات جراً في الإعلام وانفتاحاً في العمل الحقوقي، أما الآن، فهناك عودة لحصار الصحافة المستقلة عبر الضغوط وفرض الخطوط الحمراء والخنق الاقتصادي، كما أن هناك آلية جديدة هي ضرب أعراض المناضلين وأصحاب الآراء الحرة عبر اختلاف قصص كاذبة تنشر يومياً في جرائد معروفة، فضلاً عن التضيق على الحقوقيين واقتحام مقراتهم ومنع أنشطتهم".

حديث الرياضي ينطلق من منع وزارة الداخلية لعدد من أنشطة جمعيتها واقتحام مقرها لتوقيف صحافيين فرنسيين بدعوى عدم توفرها على ترخيص للعمل، ومن محاكمة عدد من الصحفيين مؤخراً منهم توفيق بوعشرين، مدير نشر جريدة أخبار اليوم، ومحاكمة حقوقيين ونشطاء بتهمة "المسّ بأمن الدولة"، والتعليق المؤقت لأنشطة منظمة هيومان رايتش ووتش بالمغرب.

عبد الإله الحضري، عن المركز المغربي لحقوق الإنسان، شبه واقع حقوق الإنسان في المغرب بـ"حرق الجمل"، أي أن الجمل يُتلف ما حرثه بقدميه، ويشرح الحضري ذلك قائلاً: "المبادرات التي يسعى المغرب إلى تحقيقها في مجال حقوق الإنسان وتسجيلها ضمن رصيده من الإنجازات، ما فتئت تصطدم بقرارات وممارسات تنطوي على إجحاف وتعسف على حقوق المواطنين، وهو ما يستدعي استئصال جذور الفساد والاستبداد حتى يتسنى تحقيق تطور تصاعدي لحالة حقوق الإنسان".



ويضيف الخضري لـ CNN بالعربية: "من أهم جوانب حقوق الإنسان التي شهدت انتكاسة حقيقية في المغرب خلال هذه السنة، حرية الرأي والتعبير، حيث واكبنا العديد من مظاهر التضييق والمتابعات القضائية، توجت بعضها بالسجن والغرامات المبالغ فيها، طالت ناشطين حقوقيين وإعلاميين وقضاة رأي. إذا كنا واعين بالتحديات التي تواجه بلادنا، فعلينا بداية أن نؤمن بمبدأ تدبير الاختلاف، ونعمل على تكريس ثقافة الحوار بيننا، ثم نعتزف بضرورة احترام حرية الرأي والتعبير".

في الجانب الآخر، يرى محمد الصبار، عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن وضعية حقوق الإنسان "شهدت تحسناً ملموساً منذ تسعينيات القرن الماضي بفضل اتخاذ قرارات وإجراءات شجاعة والانضمام لمختلف الاتفاقيات الدولية في هذا المجال واعتماد دستور جديد يكرس الحقوق والحريات"، متحدثاً عن أن المغرب "أضحى نموذجاً يحتذى به لدى بلدان المنطقة".

وقال الصبار في حديث مع وكالة الأنباء المحلية أن المغرب أطلق أيضا ورش إصلاح منظومة العدالة، وأنه البلد العربي الإفريقي الوحيد الذي اتخذ قراراً بعدم متابعة المدنيين أمام المحاكم العسكرية، غير أن الصبار استدرك القول بوجود تحديات في مجال حقوق الإنسان، ومن ذلك "التنمية، والمساواة الاقتصادية بين الوسطين الحضري والقروي، ومراجعة النصوص المنظمة لحق تأسيس الجمعيات والتجمعات العمومية السلمية، والاستعمال المفرط للقوة خلال المظاهرات، والإرهاب والبيعة والمجرة".



# المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقترح مراجعة الظهير الشريف المتعلق بالتجمعات وتأسيس الجمعيات

31/12/2015  
الاتحاد الاشتراكي وحالات



من النقدة الصحافية

قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مكررة له حول «ضمان حرية الاجتماع والتجمع والظهور السلمي»، الأربعاء، مقترحات تتعلق بمراجعة الظهير الشريف المنظم للتجمعات العمومية. واقترح المجلس في هذه المذكرة، التي قدمها رئيسه، إريس الزمعي، خلال ندوة صحفية بالرباط حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس، محمد الصبار، بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان مراجعة الظهير الشريف الصادر في 15 نونبر 1958 بشأن التجمعات العمومية (كما وقع تغييره و تنميته)، وذلك من خلال توصيات تنص على بعض القضايا المشتركة، وأخرى حول بعض مقضايا الظهير، وكذا من خلال توصيات نهم مبات استعمال القوة.

فعلى مستوى التوصيات المشتركة، أوصى المجلس باستبدال العقوبات السالبة للحرية والإبقاء على الغرامات المنصوص عليها في الفصل 9، وتلك المنصوص عليها في الفصل 14، كما اقترح المجلس أن يضاف إلى مبدأ حرية الاجتماعات العمومية مبدأ حرية التعبير، واستبدال التعريف الحالي للاجتماع العمومي بتعريف أوسع يقتضيه تعريف «الاجتماع العمومي» بالحضور القسدي والمؤقت لعدد من الأشخاص يرغبون في التعبير عن وجهة نظر مشتركة في قضاء عمومي. ويوصي أيضا بإلغاء جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، والأحزاب السياسية، والهياكل النقابية والمنظمات المهنية من سابق التصريح لعقد الاجتماعات العمومية.

وفي ما يتعلق بالفصل السادس، يقترح المجلس إضافة مقتضى في هذا الفصل يمنح منظمي الاجتماع العمومي إمكانية نشر فريق لحفظ النظام بسهولة التعرف عليه، من أجل تسهيل تطبيق الحد، وضمان احترام كل قيد مبالغ طبقا للقانون. ويقترح المجلس أيضا أن يدرج في نفس المادة بند يمنح للجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات وبإفي المجموعات الفعلية إمكانية استعمال القاعات

السالية للحرية المنصوص عليها في هذا الظهير، كما وقع تغييره وتنميته، بغرامات. كما أوصى، في هذا الإطار، بتسكين الأطفال ما بين 15 و18 سنة من الحق في تأسيس جمعياتهم من أجل ضمان تفعيل حق الأطفال في المشاركة، ويمتدح الجمعيات الأجنبية وضعا قانونيا مطابقا لذلك الذي ينظم الجمعيات الوطنية في إطار تفعيل الجديدة للهجرة التي نهجها المغرب، والتتخصيص في المادة 5 على إمكانية إيداع التصريح بتأسيس الجمعيات أو تجديد أجهزتها المسيرة، إلكترونيا، وذلك في إطار إضفاء الطابع اللامادي على الإجراءات المتعلقة بمختلف أعمال الحياة الجموعية، وكذا بإلغاء التصريحات بتأسيس الجمعيات والتغيير من واجبات التنير المنصوص عليها في المادة 5 من الظهير الشريف.

كما أوصى المجلس بتعديل المادة 7 من قانون المسطرة الجنائية، وذلك لتمكين جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، وليس فقط الجمعيات المعلن أنها ذات منفعة عامة، من أن تنتصّب في حدود مجال اهتمامها المنصوص عليه في قانونها الأساسي طرفا

وبخصوص المقترحات التي تتعلق باستعمال القوة، يقترح المجلس أن يدرج على مستوى الفصل 21 مقتضى يتيح لمسؤول القوات العمومية أو أي شخص مؤهل من قبله القيام بمحاولة تفاوض/ وساطة قبل القيام بأي إنذار. وفي الإطار نفسه، يوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان بأن يدرج بين الفصولين 25 و 26 مقتضى جديد يكرس صراحة مبدئين ينبغي أن يحكما اللجوء إلى القوة، وهما مبدأ الضرورة ومبدأ التناسب. كما يوصي المجلس، أن ينص مقتضى جديد على أن كل عملية لاستعمال القوة ينبغي أن تتم تحت مراقبة وكيل الملك بالحكمة الابتدائية. وأخيرا، فإن المجلس يذكر، في الإطار نفسه، أن المقنضيات المقترحة ينبغي أن تضمن بشكل صريح سلامة الصحفيين ومهنيي الإعلام، الذين يقومون بتغطية المظاهرات السلمية.

وفيما يتعلق بتأسيس الجمعيات أوصى المجلس بمراجعة الظهير الشريف رقم 1.58.376 المؤرخ في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نونبر 1958)، الذي يضبط بموجبه حق تأسيس الجمعيات في المنحى الليبرالي لعام 1958، وذلك عبر استبدال العقوبات

العمومية بطلب منهم وحسب كيفية إحددها نص تنظيمي. وحول الفصل الحادي عشر، لاحظ المجلس أن الممارسة تجاوزت الفصل 11 من ظهير 1958 المنظم للمظاهرات في الطريق العمومية. فمذعشرين سنة، يتم القيام بالمظاهرات في الطرق العمومية من طرف المجموعات الفعلية (التسبيقات، الجمعيات الفعلية، الأتلافات الترابية والموضوعاتية، اتحادات الأطر العليا المعطلة...) غير تلك المنصوص عليها في الفصل 11 (الجمعيات، الأحزاب، النقابات، المنظمات المهنية)، وإن تطور الممارسة، يبرر من وجهة نظر المجلس، استعجالية مراجعة هذا الفصل بإعطاء حق تنظيم المظاهرات في الطرق العمومية للأشخاص الذاتيين والمعنويين. وعلى صعيد الفصل الثالث عشر، يقترح المجلس إدراج مقتضى جديد في هذا الفصل بموجبه يمكن مؤقتي التصريح الطعن في قرار المنع أمام المحكمة الإدارية المختصة التي ثبت فيه استعجالها. وفي إطار تسهيل المظاهرات العفوية فإن المجلس يوصي بتعديل الفصل الرابع عشر بإلغاء كل عقوبة ضد الأشخاص الذين شاركوا في مظاهرة غير مصرح بها قبليا.

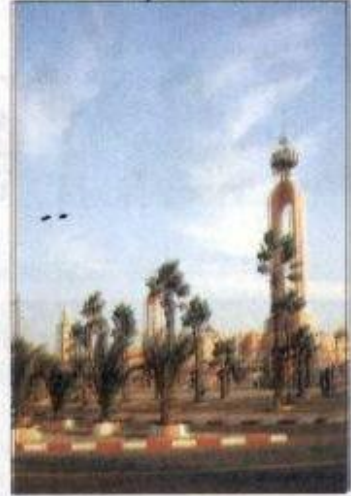
مندا في كل دعوى مندية، للتعرض عن الضرر الناتج عن جنائية أو جنحة أو مخالفة. وفي ما يتعلق بالنصوص الخاصة بالمنظمة لبعض فئات الجمعيات، أوصى المجلس الشرع بتعديل المادة 23 من القانون رقم 30.09 المتعلق بالتربية البدنية والرياضة من أجل منح للجنة الأولمبية الوطنية سلطة التحقق من مطابقة النظام الأساسي للجامعات الرياضية لإحكام القانون رقم 30.09، وللنظام الأساسي للاتحادات الدولية وللميثاق الأولمبي، مقترحا في الإطار نفسه، أن تكون قرارات اللجنة الأولمبية الوطنية في هذا المجال قابلة للتعن فيها أمام المحكمة الإدارية بالرباط. كما أوصى بتعديل المادة 31 من القانون رقم 30.09 أعلاه، لمنح المحكمة الإدارية بالرباط اختصاص البت في طلبات التصريح بحل أجهزة إدارات الجامعات الرياضية في حال عدم امتثال تلك الجامعات لالتزاماتها الأساسية أو للتصحيح التشريعية أو التنظيمية المطبقة عليها، وينسخ الفقرة الأولى من المادة 4 من القانون رقم 02.84 الذي ينظم جمعيات مستخدمي المياه المختصة لأغراض زراعية والذي يسمح بإمكانية تأسيس هذه الجمعيات بمبادرة من الإدارة، وتعديل القانون رقم 01.00 المتعلق بتنظيم التعليم العالي لتمكين جمعيات الطلبة بأن تكون ممثلة عن طريق الانتخاب في مجالس الجامعات ومجالس مؤسسات التعليم العالي. وعلى صعيد التوصيات المتعلقة بصفة المنفعة العامة، جاء في المذكرة، أوصى المجلس باعتماد الوضوح في تحديد المعايير المتعلقة بحصول الجمعيات على صفة المنفعة العامة، مبرزا، في هذا الصدد، أن ثمة تفلطن هامتين يجب مراعاتهما بشأن المرسوم رقم 2.04.969، إذ يجب من جهة، توضيح نطاق مفهوم «أن يكون للجمعية هدف له طابع المصلحة العامة» المنصوص عليه في المادة 1 من المرسوم سالف الذكر، ومن جهة أخرى، تأطير السلطة التقديرية الممنوحة لممثلي السلطة التنفيذية، وفقا لما هو منصوص عليه في المادة 6 من المرسوم المذكور، عبر وضع معايير واضحة يمكن الاستناد إليها في ممارسة تلك السلطة التقديرية.





## العيون : أحداث خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء

2/11/2016



تم، يوم الأربعاء بالسجن المحلي بالعيون، أحداث خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء، وذلك بمناسبة اليوم الوطني للسجين. وتضم هذه الخلية، التي تم إحداثها خلال لقاء تواصل نظمته اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، لفائدة نزلاء السجن المحلي بالعيون، هيئة تتكون من أعضاء ينتمون إلى المؤسسة القضائية واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان والمؤسسة السجنية التابعة للنفوذ الترابي للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة.

وقال رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، محمد

سالم الشراوي، في كلمة بالمناسبة، إن أحداث هذه اللجنة يندرج في إطار توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء وكذا الاهتمام المتواصل للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة بهذه الفئة وحماية حقوقها. وأضاف أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة وشركاءها انكببت خلال اللقاء، الذي شارك فيه ثلة من الأساتذة والمهتمين بالشأن الحقوقي، على تدارس موضوع حقوق السجناء وسبل تعزيزها وحمايتها. من جانبه، أكد عبد الكريم الشاقعي، الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالعيون، أن النيابة العامة انخرطت، بشكل إيجابي وفاعل، في

التعاطي مع شكاوى وتظلمات السجناء وذلك حرصا منها إعمال سيادة القانون، وذكر الوكيل العام للملك بالمقاربة الحقوقية والضمانات القانونية التي يوفرها القانون المغربي للسجناء والأشخاص المحتفظ بهم رهن الاعتقال الاحتياطي بما في ذلك مؤسسة قاضي تطبيق العقوبات، مشيرا إلى أن المشرع أتى بهذه المؤسسة لاستكمال بناء دولة الحق والقانون التي من أسسها صيانة كرامة الإنسان بصفة عامة والسجين بصفة خاصة ولتحقيق الغاية من العقوبة التي هي الإدماج والإصلاح عن طريق الرقابة القضائية على تنفيذ العقوبة السالبة للحرية ومحيط قضاء هذه العقوبة الذي هو المؤسسات السجنية.



## رسالة الاتحاد

# التظاهر وحقوق المرأة والتجمعات السلامية في واقع الحقوق اليوم . .

٨١٨٨٨٥٦

وثانيا من توسيع التعريفات الجديدة، لتشمل فضاءات ومسلمات أرحب، تحقق بفعل التراكم الإيجابي للممارسة الحقوقية من طرف المواطنين، الربط الجدلي بين تطوير المواطنة وتطوير الحقوق لتشمل أفاقا أوسع.

كما أن مفهوم الحقوق، لم يعد يستقيم بدون حقوق النساء التي أصبحت أرضية مشتركة للبشرية في الوقت الراهن.

واستشرافا لما سيتحقق ويحقق يوميا، لا يمكن لبلادنا أن تظل بمعزل عن هذه الحقوق، وقد اكتسبت المعركة الحقوقية النسائية طابعها الكوني انطلاقا من تربتها الوطنية ومطالب التحرر والسمو في الأوضاع وفي القوانين على حد سواء..

حقوقية تغطي على التداول اليومي بين الحقوقيين وقادة الرأي والفاعلين المجتمعيين بمختلف انتماءاتهم. تم إعداد التقارير الوطنية، من طرف الجمعيات العاملة في حقل الدفاع عن حقوق المغاربة الأساسية والتأكيد على ما استجد فيها.

وقد مثل التنكيل الأمني- الذي تجاوز حدود الشارع العام في أسفي إلى المس بجرمة مقر جريدتنا هناك- نموذجا صارخا عن التبخيس الميداني للالتزامات المغرب وعمما يتهدد الفضاء العام من عودة غير محمودة العواقب للهواجس الأمنية.

ويمكن أن نجمل القول بأهمية الجيل الجديد من الحقوق الإنسانية، والذي يفرض نفسه بقوة على الأجندة الحقوقية للبلاد، بما يعنيه من توسيع لمفهومها،

كان من اللافت في تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان، أنه تم على إيقاع القضية النسائية، وعلى مقترحات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بخصوص التظاهر والتجمعات والحق في تأسيس الجمعيات، وعلى تجاوزات أمنية مست قراراتها الطائشة مقر جريدتنا في أسفي.

فقد تقدمت المرأة المغربية، عبر قوتها التمثيلية الحقوقية بقراءة في النص وفي الواقع الذي تعرفه حقوقها وحقوق مجتمعتها، كما قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول «ضمان حرية الاجتماع والتجمهر والتظاهر السلمي» مقترحات تتعلق بمراجعة الظهير الشريف المنظم للتجمعات العمومية. وفي الوقت ذاته، ما زالت مظاهر





### درس

تنظم جامعة عبد المالك السعدي بشراكة مع اللجنة الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان لجهة طنجة تطوان الحسيمة، يوم الأربعاء 16 دجنبر الجاري، درسا افتتاحيا سيلقيه الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار. وسيهم السدرس الافتتاحي، الذي ستحتضنه الكلية المتعددة التخصصات بمرتيل، حسب بلاغ لجامعة عبد المالك السعدي، موضوع 'حقوق الإنسان والرهانات الكبرى'.



### السجين ▼

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بفاس مكناس ابتداء من يومه الجمعة وإلى غاية 23 دجنبر الجاري أياما تحسيسية حول حقوق السجين. وسيستفيد من هذا اللقاء التحسيسية، المنظم بمناسبة اليوم الوطني للسجين، الذي يصادف التاسع من دجنبر من كل سنة، نزلاء وعدد من مؤطري المؤسسات السجنية المحلية بمدن مكناس وفاس وتاونات وصفرو وأزرو وتازة.



وجدة

## أنشطة بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان

الإنسان بالمغرب، فضلا عن تنظيم تظاهرة رياضية بالمركب الرياضي الجامعي. وأفاد البلاغ بأن اللجنة الجهوية تتوخى من خلال تنظيم هذه الأنشطة إشراك مكونات الجامعة في الاحتفاء باليوم العالمي لحقوق الإنسان والانفتاح والتواصل معها، كما تهدف إلى تعزيز صنع الشراكة والتعاون مع الجامعة في مجالات فكر وثقافة حقوق الإنسان والنهوض بقيمتها داخل فضاء الجامعة.

مستديرة حول «التدريس والبحث في حقوق الإنسان بالجامعة المغربية: تجارب وأفاق» كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة نموذجا، وورشة دراسية حول «الالتزامات الدولية للمغرب في مجال حقوق الإنسان: الحصيلة والتحديات» كما يتضمن البرنامج تنظيم معرض يضم إصدارات ومفتشولات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وعرض فيلم روائي حول ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بوجدة فجيح، بشراكة مع جامعة محمد الأول، يومي 10 و11 دجنبر الجاري بوجدة، سلسلة من الأنشطة واللقاءات العلمية والتواصلية، احتفاء باليوم العالمي لحقوق الإنسان. وأفاد بلاغ اللجنة، بأن برنامج هذه اللقاءات، التي ستتحقق بتعاون مع عدد من المؤسسات الجامعية ومختبر الدراسات والأبحاث في حقوق الإنسان التابع لكلية الحقوق بوجدة، يتضمن مائدة





113788 حقوق السجناء بالعيون

تم أول أمس الأربعاء بالسجن المحلي بالعيون، إحداث خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء، وذلك بمناسبة اليوم الوطني للسجين وتضم هذه الخلية، التي تم إحداثها خلال لقاء تواصلتي نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، لفائدة نزلاء السجن المحلي بالعيون، هيئة تتكون من أعضاء ينتمون إلى المؤسسة القضائية واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان والمؤسسة السجنية التابعة للنفوذ الترابي للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، و تقوم اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، في إطار الصلاحيات الموكولة إليها، بزيارات متواصلة للسجون التابعة لنفوذها الترابي، ويمرّقة أوضاع السجناء، فضلا عن تنظيمها لأنشطة إشعاعية وتحسيسية لفائدة نزلاء المؤسسات السجنية، ونشر ثقافة حقوق الإنسان والتوعية بقواعد معاملة السجناء. (ومع)

مختبرات





من أجل الحقيقة والإنصاف وعدم تكرار ما جرى

# حقوقيون وضحايا سنوات الرصاص ينظمون قافلة طبية لتازمامارت

8/5769

◇ الريش: عبد الفتاح ومصطفى

تظمت الجمعية الطبية لإعادة تأهيل ضحايا التعذيب، بمشاركة جمعية ضحايا معتقل تازمامارت، وعدد من الجمعيات الحقوقية المغربية ومناضلين من ضحايا سنوات الرصاص، وبمواكبة إعلامية من طرف عدد من وسائل الإعلام الوطنية، يوم السبت 05 دجنبر الجاري، قافلة طبية وحقوقية إلى تازمامارت، مروراً بمدينة الريش بإقليم ميدلت، تحت شعار «قافلة تازمامارت ضد النسيان من أجل الحقيقة والإنصاف وجبر الضرر وعدم التكرار».

المنظومون لهذه القافلة وضعوا من خلال برنامجها المكثف والتعدد الأبعاد، عدة أهداف تمثل أساساً في حفظ وإنعاش الذاكرة الجماعية لهذه المنطقة، التي شكلت في الماضي مسرحاً للتعذيب من الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، كما استهدفت القافلة إثارة الانتباه إلى معاناة سكان المنطقة من استمرار العزلة والتهميش والحرمان من حقوقهم الاقتصادية والاجتماعية، ومن أجل حث الدولة المغربية على إيجاد حل عادل ومنصف لملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، كما اعتبر المنظومون، أن هذه القافلة التحسيسية، هي بمثابة إعلان للرأي العام الوطني والدولي، عن كون ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب لا زال مفتوحاً، كما هي تذكير بمطالبهم الأساسية التي لا تقبل التأجيل.

انطلاق القافلة كان من الدار البيضاء في اتجاه مدينة الريش يوم الجمعة 04 دجنبر الجاري، بعد قضاء الليلة في هذه الأخيرة، توجهت القافلة

صوب قرية تازمامارت صباح يوم السبت 05 دجنبر، ووجدت في استقبالها عدداً كبيراً من سكان القرية ومن ضحايا سنوات الرصاص وفعاليات سياسية ونقابية، وجمعية محلية للتنمية بتازمامارت ومسؤولي فروع جمعيات حقوقية بالمنطقة، وممثل اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، بالإضافة إلى بعض عائلات الضحايا الذين قضاوا في هذا المعتقل الريب و مفجر معركة مولاي بوعزة المحكوم عليه بالإعدام، وآخرون من خنيفرة وأملشيل.

اللحظات التي ميزت وصول القافلة إلى المعتقل

السوء الذكر، تمثلت في الوقوف على المكان الذي كان يوجد به المعتقل السري الريب الذي عانى منه 58 معتقلاً زهاء 20 سنة، والذي قضى به 29 ضحية تحت التعذيب النفسي، ولم يبق منهم سوى 26. المعتقل السابق محمد المرزوقي وقف أمام قبور الضحايا وطلب من المشاركين في القافلة تلاوة آيات بينات من الذكر الحكيم والترحم على أرواح الضحايا، وذلك في أجواء رهيبية اختلطت فيها ذكريات المفقودين بدموع أفراد عائلاتهم ودموع الناجين من جحيم تازمامارت ودموع المشاركين

في القافلة. فيما انتقلت القافلة الحقوقية، إلى خيمة كانت قد نصبها اللجنة التنظيمية بساحة مقر الجمعية حيث اجتمع السكان، لتنتقل أشغال الندوة الحقوقية التي توزعت إلى ورشات، وأولها حول العدالة الانتقالية، التي تمحورت حول مبادئ العدالة الانتقالية والتجربة المغربية والحق في معرفة الحقيقة. الورشة الثانية حول جبر الضرر الفردي والجماعي. وتطرقت الورشة الثالثة إلى الحفاظ على الذاكرة، منها المقابر الفردية والجماعية والمعتقلات السرية.



## وحدة تعزيز صيغ الشراكة والتعاون مع الجامعة لتعميم ثقافة حقوق الإنسان

للمغرب في مجال حقوق الإنسان: الحصيلة والتحديات»

كما يتضمن البرنامج تنظيم معرض يضم إصدارات ومنشورات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وعرض فيلم روائي حول ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان بالمغرب، فضلا عن تنظيم تظاهرة رياضية بالمركب الرياضي الجامعي.

وأفاد البلاغ بأن اللجنة الجهوية تتوخى من خلال تنظيم هذه الأنشطة إشراك مكونات الجامعة في الاحتفاء باليوم العالمي لحقوق الإنسان والانفتاح والتواصل معها، كما تهدف إلى تعزيز صيغ الشراكة والتعاون مع الجامعة في مجالات فكر وثقافة حقوق الإنسان والنهوض بقيمتها داخل فضاء الجامعة

تنظم اللجنة الجهوية لحقوق

الإنسان بوحدة فجيح، بشراكة مع جامعة محمد الأول، يومي 10 و11 نجنبر الجاري بوحدة، سلسلة من الأنشطة واللقاءات العلمية والتواصلية، احتفاء باليوم العالمي لحقوق الإنسان.

وأفاد بلاغ اللجنة، بأن برنامج هذه اللقاءات التي ستنظم بتعاون مع عدد من المؤسسات الجامعية ومختبر الدراسات والأبحاث في حقوق الإنسان التابع لكلية الحقوق بوحدة، يتضمن مائدة مستديرة حول «التدريس والبحث في حقوق الإنسان بالجامعة المغربية: تجارب وأفاق، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوحدة نموذجاً»، وورشة دراسية حول «الالتزامات الدولية





# تزويج القاصرات بين مدونة الأسرة والحقوق الكونية للنساء

لكن يجد القضاء المغربي نفسه في قلب الانتقادات التي توجه إليه اصحاب الاتهام ويعتبره مقصرا في حق القاصرات. وبالتالي يجب البحث عن حلول للمشاكل القائمة للحد من بدائل قانونية تنفق عليها من قبل كل الفرقاء، والمتدخلين، علما أن رفض القاضي تزويج القاصرات تنجم عنه أحيانا مشاكل خطيرة تضع مستقبلها الأسري ما تترتب عنه مشاكل لا تحصى لها وأعبت عاتقها آيات بري، عن جمعية نساء المناطق الجبلية عن قلقها لما تعانيه المرأة القروية عامة والجبلية خاصة من إقصاء وتهميش علما أن دور المرأة أساسي في كل مناحج الحياة التي لا تستقيم إلا بضع المرأة كافة حقوقها وواجباتها بعيدا عن الاستغلال والتهميش. وقدم الأستاذ حسين الراجي رئيس نقابة المحامين بالمغرب مداخلة حول موضوع تزويج الطفلات بين قانون الأسرة والمعايير الدولية أكد فيها أن المغرب ملزم بإيجاد حلول عملية لطائفة تزويج الطفلات التي أضحت من أشكال العنف القائم على النوع الاجتماعي الذي يستهدف الفتيات القاصرات، مؤكدا على استمرار العرائيل العملية التي تحول بين القضاء والقيام بدوره في التطبيق الأمثل لمدونة الأسرة في الشق المتعلق بالرقابة القضائية على تزويج القاصرات بسبب الطابع الشكلي للخبرات الطبية الملتي بها، وضعف الامكانيات المتاحة على مستوى البحث الاجتماعي، فضلا عن استمرار التحاليل على القانون تحت غطاء زواج الفاتحة. أشغال الندوة العلمية تواصلت بعدما فتح باب النقاش حيث ركزت المداخلات على ضرورة إيلاء موضوع تزويج الطفلات ما يستحق من عناية وتفكير للقطع مع ممارسات ماضوية، وفتح المجال أمام الفتيات ضحايا الزواج المبكر للاستماع بجهتهن في ظروف آمنة. وعبرت أغلب المداخلات على أن تزويج الطفلات أمر قسري يشكل انتهاكا جسيما لحق الطفلة.

طلقة محدد في 16 أو 17 سنة لكلا الجنسين، أو تقييد السلطة التقديرية الممنوحة للقضاء من خلال التخصيص على إلزامية الخبرة الطبية والبحث الاجتماعي. وقدم عضو نادي قضاة المغرب انس سعدون عدة مقترحات لضمان التطبيق الأمثل للمقتضيات القانونية المتعلقة بتزويج القاصرات، من بينها: ضرورة توفير الامكانيات اللازمة لإجراء البحث الاجتماعي التخصص، والتخصيص على إلزامية الخبرة الطبية الفعلية وليس مجرد المعاينة، الحرص على التكوين المستمر للقضاة وتشبعهم بمبادئ حقوق الانسان للمرأة والنوع الاجتماعي، تجريم زواج القاصرات بشكل غير قانوني، اعتبار طلاق القاصرات طلاقا تعسفيا وجوبا للمتزوجين، وتدعيم الإصلاح التشريعي بتحفيز جهود التنمية للنهوض بوضعية الأسرة في جميع المجالات، مؤكدا في ختام مداخلة على وجوب الإبقاء على الطابع الاستثنائي لتزويج الطفلات القاصرات لأن مكان الفاتحة في سن الطفولة هو المدرسة وليس بيت الزوجية، ولأن حصيلة اثنتي عشر سنة من تطبيق مدونة الأسرة أكدت على هشاشة الأسر التي تنبني على تزويج الطفلات، اللواتي يترج بهم في آخر المطاف في منتهات المحاكم حيث يتهم بين دعاوى التلقة، وطلبات التلطيح، وشكايات العنف والطرود من بيت الزوجية وأشار سعيد حتمان عضو نادي قضاة المغرب بإبانتها الفقيه بن صالح إلى المادة 19 من مدونة الأسرة التي تحدد سن الزواج في 18 سنة، لكن تم وضع حالات استثناء تمنح القاضي الإذن بالزواج مع مراعاة الضوابط القانونية، مشيرا إلى المراحل التي يقطعها طلب القاصر ووليّه الشرعي بنشأ على يرض عليه قانون المسطرة المدنية. وأكد أن النص الذي تعتمده مدونة الأسرة في أهلية الزواج موجود في مختلف القوانين الدولية سيما في دول الجزائر والأردن ومصر وياقي الدول المغاربية.

من ممارسات تسمى، إلى كرامة المرأة وإنسانيتها. وأكد علال البصراوي رئيس المجلس الجهوي لحقوق الإنسان فرع بني ملال خنيفرة على أهمية موضوع زواج القاصرات الذي يعتبره مشكلة علقيات سيما في المناطق البعيدة عن العالم الحضري، والمناطق النائية في الجبال حيث يعم الفقر الأسر. منكرًا بلغة الأرقام أن سنة 2015 سجلت تزويج 37000 قاصر ما يتطلب من الجميع بذل الجهود لتعديل مدونة الأسرة من قبل القضاة والحقوقيين وجمعيات المجتمع المدني فضلا عن المحامين الذين يتقدمون بطلبات تزويج القاصرات في ظل تزايد الجهوية الموسعة لبياء المغرب الحديث. كلمة المرصد الوطني لاستقلال السلطة القضائية قدمها الباحث انس سعدون عضو نادي قضاة المغرب بإبانتها سوق أريعاء الغربي، والتي أشار من خلالها إلى مقاربتين محتلين للتعامل مع موضوع زواج الطفلات بحسب مطالب الفعاليات الحقوقية المهمة بالموضوع، مؤكدا أن النتيجة الأولى يدعو إلى حذف المقتضيات القانونية التي ترخص بزواج الطفلات، وهو توجه قد يبدو مستبعد التطبيق لعدة اعتبارات منها ما هو داخلي يتعلق بالواقع المعيش الذي ما يزال يقل بمثل هذا النوع من الزواج، ومن ثم يمكن الحل في محاولة تقييد هذه الممارسة، قبل محاولة العمل على منعها، كما أن التشريعات المقارنة حتى في البلدان المتقدمة تسمح بالزواج استثناء، لتحقيق مصلحة القاصر أو لمواجهة بعض الحالات الاستثنائية، وتقبل تزويج الطفل أو الطفلة تحت مراقبة القضاء، لكنها تقيد ذلك بعدة قيود قانونية كما أنها تتولى توفير الرعاية الاجتماعية للقاصر للجيلولة دون تعصف قد يطول من وراء هذه الممارسة. أما التوجه الثاني فيدعو للإبقاء على الفصل 21 من مدونة الأسرة وإرسال تعديل تشريعي عليه، إما بوضع حد أدنى لمن تزويج القاصرات طلاقا كان أو

33436 ✓  
**استمرار العرائيل العملية التي تحول بين القضاء والقيام بدوره في التطبيق الأمثل لمدونة الأسرة**

← احتضنت مدينة بني ملال أشغال ندوة علمية تمحورت حول موضوع «تزويج الطفلات بين مدونة الأسرة والحقوق الكونية للنساء». نظمت من طرف جمعية مبادرات لحماية حقوق النساء، وجمعية نساء المناطق الجبلية، بتعاون مع اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان للجهة وتحالف ربيع الكرامة، بحضور قضاة ومحامين وباحثين وفعاليات مدنية وجمعوية، استهدت أشغال الندوة بكلمة تريا تنائي عن جمعية مبادرات لحقوق النساء والتي دقت من خلالها ناقوس الخطر أمام المنحى التصاعدي الذي بات يعرفه ملف زواج الطفلات القاصرات لانتعاشاته السلبية على مستقبل الأسرة والمجتمع، الشيء الذي يستدعي البحث عن كافة الوسائل والطرق الكفيلة بوقف هذا التزويج الذي يخلط مضاعفات بنوية تحول دون بناء المجتمعات المتوازنة والمحمية



## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوصي بمراجعة ظهير تأسيس الجمعيات

354473

البنية والرياضة من أجل منح اللجنة الأيضية الوطنية سلطة التحقق من مطابقة النظام الأساسي للجامعات الرياضية لحكام القانون رقم 30.09، والنظام الأساسي للإتحادات الدولية والميثاق الأولي، مقترحاً في الإطار نفسه، أن تكون قرارات اللجنة الأيضية الوطنية في هذا المجال قابلة للتعن فيها أمام المحكمة الإدارية بالرباط. كما أوصى بتعديل المادة 31 من القانون رقم 30.09 أعلاه لمنع المحكمة الابتدائية بالرباط اختصاص البت في طلبات التصريح بحد أجهزة إدارات الجامعات الرياضية في حال عدم امتثال تلك الجامعات لأنظمتها الأساسية أو للتصوص التشريعية أو التنظيمية المطبقة عليها. وينسخ الفقرة الأولى من المادة 4 من القانون 02.84 الذي ينظم جمعيات مستخدمي المياه المخصصة لأغراض زراعية و الذي يسمح بإمكانية تأسيس هذه الجمعيات بمبادرة من الإدارة، وتعديل القانون رقم 01.00 المتعلق بتنظيم ممثلة عن طريق الانتخاب في مجالس الجامعات ومجالس مؤسسات التعليم العالي.

مدنيا في كل دعوى مدنية للتعويض عن الضرر الناتج عن نية أو جحمة أو مخالفة. وأوصى كذلك بتعديل المادة 4 من الظهير الشريف رقم 1.02.212 صادر في 22 من جمادى الآخرة 1423 (31 غشت 2002) بقضي بإحداث الهيئة العليا للاتصال السمعي البصري كما تم تغييره وتتميمه، من أجل توسيع حق تقديم الشكايات المتعلقة بخرق أجهزة الاتصال السمعي البصري للقوانين أو الأنظمة المطبقة على قطاع الاتصال السمعي البصري لجميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية وليس فقط الجمعيات المعترف لها بصفة العامة. وفي ما يتعلق بالتصوص الخاصة المنظمة لبعض فئات الجمعيات، أوصى المجلس المشروع بتعديل المادة 23 من القانون رقم 30.09 المتعلق بالتربية

المادة 5 من الظهير الشريف وأوصى المجلس أيضا باعتماد وضع قانوني خاص بالمؤسسات وتوضيح خصائصها وكيفية الحصول على هذا الوضع وتنظيمها وإدارتها، وإحداث إطار قانوني نظامي للعمل التطوعي ضمن الجمعيات، بحيث يحدد هذا الإطار حقوق والتزامات المتطوعين والكيفيات التي تتطور وفقا لها هذه الفئة من الفاعلين داخل الجمعيات ومساهمة الدولة في تغطية المخاطر التي يتعرض لها المتطوعون وكيفيات تسديد النفقات التي يتحملونها في نطاق أنشطتهم وتعديل المادة 7 من قانون المسطرة الجنائية، وذلك لتمكين جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، وليس فقط الجمعيات المعترف لها ذات منفعة عامة، من أن تنتسب في حدود مجال اهتمامها المنصوص عليه في قانونها الأساسي طرقا

في هذا الظهير، كما وقع تغييره وتتميمه، بقرارات، كما أوصى. في هذا الإطار، تمكن الأطفال ما بين 15 و18 سنة من الحق في تأسيس جمعياتهم من أجل ضمان تفعيل حق الأطفال في المشاركة، ويمنح الجمعيات الأجنبية وضعا قانونيا مطابقا لذلك الذي ينظم الجمعيات الوطنية في إطار تفعيل المساواة في الحقوق طبقا للدستور ووفقا للسياسة الجديدة للهجرة التي نهجتها المملكة، والتنصيص في المادة 5 على إمكانية إيداع التصريح بتأسيس الجمعيات أو تجديد أجهزتها المسيرة، إلكترونيا، وذلك في إطار إضفاء الطابع اللامادي على الإجراءات المتعلقة بمختلف أعمال الحياة الجموعية، وكذا بإعفاء التصريحات بتأسيس الجمعيات والتعبير من واجبات التبر المنصوص عليها في

أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول حرية الجمعيات بالمغرب، تم تقديمها، أول أمس الأربعاء، بالرباط، بمراجعة ظهير تأسيس الجمعيات. فعلى صعيد الإطار القانوني، أوصى المجلس في هذه المذكرة، التي قدمها رئيسه، إدريس الزوي، خلال ندوة صحفية، حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس، محمد الصبار، وتنظما بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان (عاشر دجنبر)، المشروع بمراجعة الظهير الشريف رقم 1.58.376 المؤرخ في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نوفمبر 1958)، الذي يضبط بموجبه حق تأسيس الجمعيات في المنحى الذي كان له عام 1958، وذلك عبر استبدال العقوبات السالبة للحرية المنصوص عليها



## إحداث خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء بالعيون

في إطار توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء وكذا الاهتمام المتواصل للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة بهذه الفئة وحماية حقوقها.

وأضاف أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة وشركائها انكبت خلال اللقاء، الذي شارك فيه ثلة من الأساتذة والمهتمين بالشأن الحقوقي، على تدارس موضوع حقوق السجناء وسبل تعزيزها وحمايتها من جانبه. أكد عبد الكريم الشافعي، الوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالعيون، أن التيابة العامة انخرطت، بشكل إيجابي وفعال، في التعاطي مع شكاوى وتظلمات السجناء وذلك حرصا منها إعمال سيادة القانون.

← تم، الأربعاء، بالسجن المحلي بالعيون، إحداث خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء، وذلك بمناسبة اليوم الوطني للسجين وتضم هذه الخلية، التي تم إحداثها خلال لقاء تواصلتي نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، لفائدة نزلاء السجن المحلي بالعيون، هيئة تتكون من أعضاء ينتمون إلى المؤسسة القضائية واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان والمؤسسة السجنية التابعة للنفوذ الترابي للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة وقال رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، محمد سالم الشرقاوي، في كلمة بالمناسبة، إن إحداث هذه اللجنة يندرج





## تظاهرة بطانطان - كلميم لتعزيز الثقافة الحقوقية

تنظمها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بشراكة مع جمعيات محلية

### فاطمة ياسين

نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بطانطان - كلميم، ما بين 9 و11 دجنبر الجاري، أياما مفتوحة بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان (10 دجنبر)، بمقر اللجنة بشراكة مع جمعية رمال للتنمية الأسرية بكلميم. ويهدف اللقاء حسب مصدر حقوقي، إلى التواصل مع شرائح اجتماعية مختلفة بالجهة حول مواضيع حقوق

الإنسان والمواطنة، بما يساهم في تعزيز الثقافة الحقوقية، وتحفيز النقاش العمومي بين الفاعلين المتدخلين حول مختلف قضايا وإشكاليات حقوق الإنسان بالمنطقة، والتعريف بعمل اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان واختصاصاتها ومشاريعها. وأضاف المصدر أن ثلاث موائد مستديرة برمجت خلال التظاهرة، حول موضوع تسبل حماية الحقوق الثقافية لسكان الصحراء، بشراكة مع جمعية التواغيل للتنمية بكلميم، والثانية حول مشاركة الأشخاص في وضعية إعاقة في

الحياة العامة بشراكة مع الشبكة المحلية للجمعيات العاملة في مجال الإعاقة بكلميم، والاتحاد الإقليمي للجمعيات العاملة في مجال الإعاقة بطانطان، فيما تهم الثالثة موضوع التفكك الأسري على ضوء مونة الأسرة الجديدة. كما تضمنت الندوة برنامج الأبواب المفتوحة حول تنظيم معرض دائم لإصدارات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ومعرض إبداعات الأشخاص في وضعية إعاقة بجهة كلميم وإنون، ونكر المصدر أن المشاركين كانوا على موعد مع عرض

الشريط الوثائقي "ذاكرة معتقلة" بشراكة مع جمعية الشباب المبدع بكلميم، والشريط الوثائقي "زواد المجهول"، بشراكة مع جمعية الشعلة للتربية والثقافة بطانطان، وجمعية الشباب المبدع بحديقة التواغيل العمومية بمدينة كلميم. يشار إلى أنه على امتداد أيام التظاهرة أقيم رواق دائم يعقر للجنة لعرض إصدارات المجلس ومؤلفات متعلقة بالمجال الصحراوي بالإضافة إلى بعض إصدارات ومنتجات الجمعيات الشريكة.



على هامش قمة «كوب 21» المنظمة بباريس

## إنشاء ائتلاف للمجتمع المدني العالمي لمؤتمر المناخ بمراكش

حكيمة ادبيليج



من منسقي شبكات المنظمات الوطنية والدولية، منها الائتلاف المغربي للمناخ والتنمية المستدامة، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان، والشبكة الإفريقية للعدالة المناخية، وشبكة العمل من أجل المناخ بالعالم العربي، وشبكة العمل من أجل المناخ الفرنسية، وشبكة العمل من أجل المناخ العالمية، وائتلاف كوكب الأرض. ويفترض أن يلعب هذا الائتلاف دورا أساسيا في مؤتمر باريس، كما سيعمل على إنجاح مؤتمر مراكش عبر تعبئة المجتمع المدني الدولي، وتأمين مشاركته والدفاع عن خياراته الكبرى حول الحد من التغيرات المناخية والتحاور والضغط على البلدان الملوثة، والتأسيس لممارسة سلوكية جديدة للإنسان، تحمي الحياة على الكوكب وتضمن استمراريتها.

الفاصلة بين دورتي باريس ومراكش، وهي زهانات تتطلب تكثيف الجهود وتضافرها من أجل حضور قوي ومؤثر للمجتمع المدني للترافع والدفاع عن الفئات والمناطق الأكثر تضررا من التغيرات المناخية، وكذا المطالبة المستمرة والمتواصلة بعدالة بيئية من أجل مستقبل الأجيال المقبلة. من جهة أخرى، قال المصدر ذاته إن المنتخبلين اجمعوا على مبدأ الاستقلال الكامل للمجتمع المدني في خياراته وقراراته، مع التأكيد على ضرورة التواصل والبناء المشترك مع الأطراف الحكومية المعنية وذات الصلة. وأضاف أن الاتفاق حصل على تنظيم أول نشاط حول ائتلاف المجتمع المدني للدورة 22 خلال الأيام المقبلة للمؤتمر الحالي، لتقديم خارطة طريق نولية، مع تشكيل لجنة للقيادة

في إطار فعاليات مشاركة الائتلاف المغربي للمناخ والتنمية المستدامة في مؤتمر الأطراف حول المناخ بباريس، تستمر مشاركة أعضاء وفد الائتلاف في متابعة فعاليات المفاوضات والمساهمة في مختلف الأنشطة الموازية، التي ينظمها للمجتمع المدني العالمي، بفضاء المنطقة الزرقاء وفضاء أجيال المناخ. وأفاد عضو من الائتلاف أنه مواجبة لتحضير المغرب للدورة 22 لمؤتمر الأطراف حول المناخ بمراكش 2016، وبمبادرة من مختلف الأطراف الوطنية المشاركة في دورة باريس، احتضن رواق المغرب اجتماعا تحضيريا لإنشاء ائتلاف وطني ودولي للمجتمع المدني للتحضير للدورة 22.

وأضاف المصدر، في اتصال مع المغربية، أن الاجتماع تميز بمشاركة رؤساء ومنسقي أكبر شبكات المنظمات الدولية، المعنية بملف التغيرات المناخية، وبحضور الوزيرة المنتدبة المكلفة بالبيئة حكيمة الحيطي، التي أقت كلمة بالمناسبة، موضحة أن اللقاء تدارس ورقة تاطيرية بسطت مختلف الرهانات، سواء خلال الدورة الحالية أو تلك



## افتتاحية



■ د. خالد الحري

نهار عيدكم...

١٨ فبراير

لا تساعد طريقة التعامل الأمني مع الاحتجاجات السلمية محمد حصاد، وزير الداخلية، في الدفاع عن القوات العمومية، والوقوف في وجه البرلمانيين لتبرئة رجاله من تهمة قمع المتظاهرين، إذ يقع القائمون على النظام العام في ارتكاب الأخطاء نفسها، فيتحول المنع من احتلال الشارع إلى رفض بالأرجل، وتصبح المصاحبة إلى الرصيف حملا ثم رميا من عل من حق المواطنين المتظاهر لإسماع أصواتهم، شريطة أن لا يكون ذلك على حساب الآخرين، ومن واجب قوات الأمن التدخل حفاظا على السكينة والسلامة، وبين هذا وذاك، خيط رفيع قد تتلفه تصرفات طائشة توسع دائرة الحالات «الاستثنائية» التي تتسبب للدولة في كثير من الحرج على صفحات التقارير الحقوقية.

آخر تلك الاستثناءات وقعت ليلة أول أمس (الأربعاء) قبالة محطة القطار غير بعيد عن مقر البرلمان، حيث رد حصاد على منتقديه بأن الأمر يتعلق بحالات معزولة، وأن ما تنقله عشرات التسجيلات على اليوتيوب والمواقع الإخبارية «ليس حالة عامة في المملكة، على اعتبار أن هناك خمسين تظاهرة احتجاجية تقع عندنا يوميا».

وهو يجيب على سؤال برلماني بخصوص تعنيف المتظاهرين، استغرب وزير الداخلية استعمال كلمة «القمع»، بل اعتقد أن صاحب السؤال يتكلم عن بلد آخر، مؤكدا أن «قوات الأمن في المغرب تتدخل باحترافية كبيرة جدا»، وهو ما كذبه واقعة محطة القطار، عندما استعمل الأمن «القوة» لتحرير الطريق العام، متسببا في إصابات بالغة.

وتبين في نهاية التدخل أن الاحترافية كانت أكبر الغائبين، وكشفت الصور والتسجيلات أن عناصر القوة العمومية لم يكونوا كما وصفهم حصاد في البرلمان «يصبرون أكثر من اللازم ولا يفضبون رغم السب والاستفزاز»، ودخلت الحادثة الواقعة ليلة تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان ضمن حانة الخروقات، التي تصر الداخلية على أنها لم تتجاوز حالتين أو ثلاثا في السنة الماضية «تم فيها اتخاذ الإجراءات القانونية اللازمة في حق المخالفين».

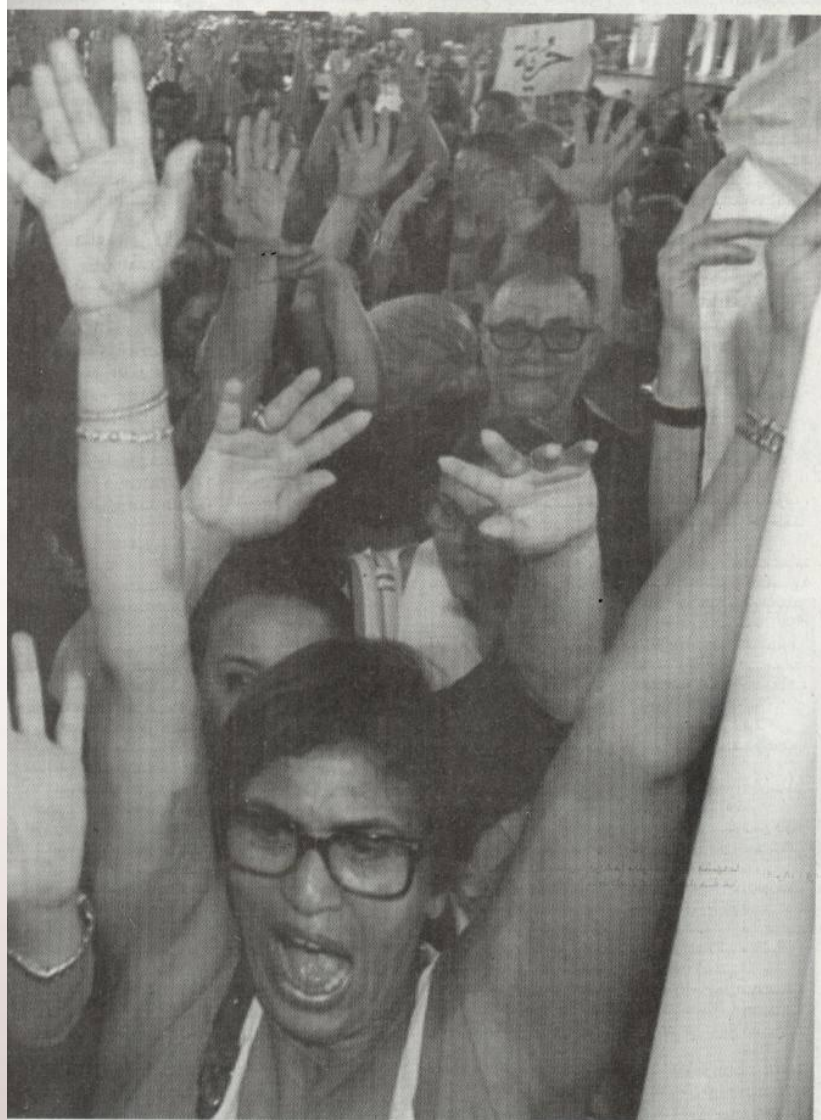
للحد من كثرة الحالات المعزولة، لم يجد إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بدا من المطالبة بمنح منظمي الاجتماعات العمومية إمكانية نشر فريق لحفظ النظام يسهل التعرف على أعضائه من قبل قوات الأمن، مقترحا في مذكرته الأخيرة أن فريق حفظ الأمن لا يتوفر على صلاحيات السلطات العمومية، ويقتصر دوره على ضمان تعاون المشاركين. خطورة الحادثة مزدوجة، فهي من حيث المكان لم تكن بعيدة عن مقر السلطة التشريعية إلا بأمطار قليلة «والزرواطة دارت على عينك يا بن عدي»، ومن حيث الزمان تم تسجيل اعتداء قوات حفظ النظام على محتجين عزل عشية الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان، «واش فهمتوا علاش المغرب وضعه سين في التقارير الحقوقية الدولية؟».





# المساواة في الإرث بين الرجل والمرأة: صراع مرجعيتين بالمغرب

18/11/2015



لم تمر التوصية الأخيرة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان في المغرب، والتي تقضي بالمساواة بين الرجل والمرأة في الإرث، دون أن تحفز جدلا في البلاد لم يهدأ بعد، تحول معه إلى ساحة صراع أيديولوجي بين الحداثيين والمحافظين.

ينطلق داعمو توصية المؤسسة الحقوقية المغربية، أو 'الصف الحداثي في المغرب' من أن المرأة لها كامل الحق بالمساواة مع الرجل في الحقوق كما تتساوى معه في الواجبات، كما تنص على ذلك دولة القانون والمؤسسات التي يرفع المغرب شعارها.

كذلك ومن هذا المنطلق يرون، أن على المغرب الانسجام مع الاتفاقيات الدولية الحقوقية التي وقع عليها، وأهمها البروتوكول الاختياري لاتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة سيداو.

لكن في مجتمع محافظ كالمجتمع المغربي، ويحمل فيه الملك لقب أمير المؤمنين، تلج أصوات علماء الدين والأحزاب والجمعيات ذات المرجعية المحافظة، على عدم السماح لهذه الأفكار بالتفشي، بالأخص وأن النص الديني في موضوع الإرث واضح وصريح كما يقول عبد الله أكديرة، رئيس المجلس العلمي المحلي للرباط الذي أورد في كلمته لـ 'TRT العربية' ورفض الإذلاء بتصريح من باب أن الأمر 'مغضب ويتطلب ردا مفصلا يعده للتعميم'.

من جهته قال عبد الباري الزمزمي، رئيس الجمعية المغربية للدراسات والبحوث في فقه النوازل لـ 'TRT العربية' إن النص القرآني في قوله 'للذكر مثل حظ الأنثيين' قطعي ولا يحتمل التأويل، كما أن قسمة الإرث فيه عادلة ومنطقية وليست محجفة بأي طريقة للمرأة، خاصة إذا ما أخذنا بعين الاعتبار إزام الإسلام للرجل بالقوامة المالية على المرأة وكافة أهل البيت.

ونحى الزمزمي، إلى اعتبار أي دعوة لتقسيم الإرث بالتساوي بين الذكر والأنثى 'باطلة'، ولا تراعي المرجعية الإسلامية للمغرب أو إمارة المؤمنين به. وإذ يصبر المتحدث نفسه على أن الأمر لا يتعلق بالمرأة الاجتماعية بل بالطبيعة البينية، تقول وزيرة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن السابقة، والنائبة البرلمانية نزهة الصقلي في تصريح لـ 'TRT العربية' إن النص الديني قابل للاعتقاد، وينتج إمكانية إيجاد حلول

وفي حين انتظر داعمو الفصل 9 إيمته ويقول يتمتع الرجل والمرأة، بالحريات المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، الواردة في الدستور، وكذا في الاتفاقيات والمواثيق الدولية، كما صادق عليها المغرب، وكل ذلك في نطاق أحكام الدستور وثوابت الملكة وقوانينها

بحالات تتقاطع كالتساءل؟ 'وهن فئة ترث؟' السلاطيات، 'وهن فئة ترث قطع أرض عن أجدادها لكن ملكيتها تعود للجماعة فيما يسمى في المغرب بأراضي 'الجموع'. ويمنعن من التصرف فيها، وفي حال كن أرامل يستفنن فقط إذا كان لهن مولود ذكرا وهو ما تقول بشأنه تعليقات مغاربة على الفاسيبيجوك إن 'الإسلام من السماحة والعدل بحيث لا يرضى به'.

للنساء وغيرها تم بكل أسف تجاوزها وإسقاطها من النقاش. النقاش الخلافي فتح جبهات أخرى له، على مواقع التواصل الاجتماعي هذه تكون تتسوجبا لنقاش يكون يعارضه تنطلق من 'وضوح النص القرآني بخصوص الموضوع' فيمما ذكرت الأصوات المساندة بالحالات الإنسانية للنساء اللاتي لم ينجبن أطفالا ذكورا، والبناات اللاتي ليس لهن أخوة، وكذلك

المجلس الحقوقي قد تترجم إلى مشروع قانون يناقش في الصقلي إن 'الأمر ممكن طالما مجتمعنا جيد ومنتج'. ولم يفت النائبة البرلمانية أن تذكر معارضي توصية المجلس، بأن تقرير المجلس لم يقتصر على مسألة الإرث لوحدها، بل تضمنت نقاطا اجتماعية متعددة كمتابعة العنف والمشاركة السياسية

لرفع الظلم، وهو ما يمس النساء عندما يباح، في حالات، للأقارب بتفاسم كل الممتلكات معهن. وأضاف الصقلي، أن الباب للنقاش عليه أن يكون دائما مفتوحا 'شريطة أن يكون حوارا هادئا ومتفهما ومستوعبا لكافة وجهات النظر' متكررة بأن المغرب وقع على اتفاقيات دولية عليه الالتزام بها.

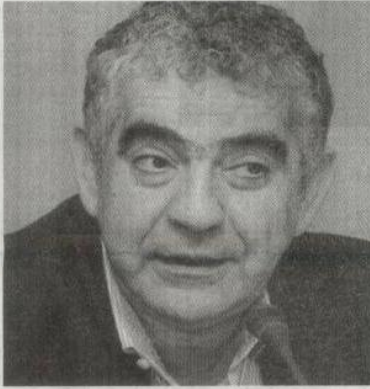
وعما إذا كانت توصية





## بمناسبة الذكرى 67 لليوم العالمي لحقوق الإنسان

# المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقترح مراجعة الظهير الشريف المتعلق بالتجمعات العمومية



العمومية، بعين الاعتبار مرجعيات الهيئات الأممية، قرارات الجمعية العامة للأمم المتحدة، وقرارات مجلس حقوق الإنسان وتوصيات المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان، وحرية التجمع السلمي، وحرية الاجتماع والجمهورية (آراء لجنة التدقيق التابعة لمجلس أوروبا).

وتذكر المجلس أيضا بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وكذا الاجتهاد القضائي الوطني في مجال تدبير حرية التظاهر السلمي، وفي معرض تقديمه للمذكرة، سجل اليزمي، زيادة هامة في عدد التجمعات والمظاهرات التي تنظم بالمغرب، مذكرا بأنه تم تسجيل في الفترة 2013-2014 ما معدله 14 ألف مظاهرة وتجمع، أي نحو 36 تظاهرة في اليوم.

واعتبر أن الأمر يتعلق بمظاهرة صحية، باعتبار هذه المظاهرات والتجمعات، التي يطالب خلالها المواطنون بحقوقهم، تمثل أحد نضج المواطنين في التعبير عن مطالبهم بطرق سلمية. وتذكر بأن سنة 2014 شهدت 303 تجمعات لقوات الأمن، وهو معدل ضعيف نسبيا بالنظر إلى العدد الكبير للمظاهرات والتجمعات، مؤكدا أن المجلس يشجع على اعتماد الإطار القانوني للتصريح بالتصاحف إليه عدة توصيات لضمان حق التظاهر السلمي.

يذكر أن هذه المذكرة، التي أعدها المجلس في إطار ممارسته لإختصاصاته في مجال النهوض بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تم توجيهها لرئيس الحكومة في نونبر 2015.

نصوصا تنظيمية ينبغي أن تحدد، من وجهة نظر المجلس، الانتكاسات العملية المتعلقة بالجوء إلى القوة على قاعدة هذين المبدئين.

كما يوصي المجلس أن ينص مقتضى جديد على أن كل عملية لاستعمال القوة ينبغي أن تتم تحت مراقبة وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية.

وأخيرا، فإن المجلس يذكر، في إطار نفسه، أن المقننات المقترحة ينبغي أن تضمن بشكل صريح سلامة الصحفيين وتهيئ الإعلام، الذين يقومون بتغطية المظاهرات السلمية. وتجدد الإشارة إلى أن المذكرة، التي تم اعتمادها في الدورة التاسعة للمجلس، التي انعقدت يوم 11 فبراير 2015، تعتبر مساهمة منه في النقاش العمومي بشأن مراجعة الإطار القانوني المتعلق بالتجمعات العمومية، وفي أعمال الضمانات الدستورية المتعلقة بحرية الاجتماع والتجمع، والتظاهر السلمي المتضمن عليها في الفصل 29 من الدستور.

وقد ارتكزت هذه المساهمة على خلاصات دراسة للمجلس حول ممارسة الحق في التظاهر السلمي وكذا التوصيات المستخلصة من الورشات الموضوعاتية، التي نظمتها المجلس بخصوص هذا الموضوع مع المنظمات غير الحكومية والقضاة والمحامين وممثلي مختلف القطاعات والإدارات المعنية بتدبير حريات الاجتماع والتجمع، والتظاهر السلمي، وقد أخذ المجلس، بحسب ما جاء في ملخص المذكرة، في إعداده لتوصياته المتعلقة بإصلاح الإطار القانوني الخاص بالتجمعات

وحول الفصل الحادي عشر، لاحظ المجلس أن الممارسة تجاوزت الفصل 11 من ظهير 1958 المنظم للمظاهرات في الطريق العمومية، فمئذ عشرين سنة، يتم القيام بالمظاهرات في الطرق العمومية من طرف المجموعات الفعلية (التنسيقيات، الجمعيات الفعلية، الائتلافات الترابية والموضوعاتية، اتحادات الأطر العليا المعطلة...) غير تلك المنصوص عليها في الفصل 11 الجمعيات، الأحزاب، النقابات، المنظمات المهنية، وإن تطور الممارسة، يبرر من وجهة نظر المجلس، استعجالية مراجعة هذا الفصل بإعطاء حق تنظيم المظاهرات في الطرق العمومية للأشخاص الذاتيين والمعيّنين.

وعلى صعيد الفصل الثالث عشر، يقترح المجلس إدراج مقتضى جديد في هذا الفصل بوجبه يمكن لموطني التصريح الطعن في قرار المنع أمام المحكمة الإدارية المختصة التي ثبت فيه استعجالها. وفي إطار تسهيل المظاهرات العسفية الذي يندرج في إطار الالتزام الإيجابي للسلطات العمومية في مجال تسهيل وحماية ممارسة الحريات موضوع

وجهة نظر مشتركة في فضاء عمومي. وأوصي أيضا بأن يكرس الفصل الأول الالتزام الإيجابي للسلطات العمومية بحماية الاجتماعات السلمية. ومن أجل تبسيط المساطر، يقترح المجلس تعويض النسخ المصاحف عليها من بطاقة التعريف الوطنية أو بطاقة الإقامة حسب الحالة بمجرد الإشارة إلى أرقام تلك البطاقات. ويوصي أيضا بإعفاء جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، والأحزاب السياسية، والهيئات النقابية والمنظمات المهنية من سابق التصريح لعقد الاجتماعات العمومية.

وفي ما يتعلق بالفصل السادس يقترح المجلس إضافة مقتضى في هذا الفصل يمنح منظمي الاجتماع العمومي إمكانية نشر فريق لحفظ النظام سهل التعرف عليه، من أجل تسهيل تنظيم الحدث، وضمان احترام كل قيد مبلغ طبقا للقانون، لكن ينبغي على هذا المقتضى أن ينص على أن فريق حفظ النظام لا ينبغي أن يتوفر على صلاحيات السلطات العمومية ويمنع عليه اللجوء إلى القوة، وإنما عليه أن

تقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول ضمان حرية الاجتماع والتجمع والتظاهر السلمي، يوم الأربعاء 11 نوفمبر 2015، مقترحات تتعلق بمراجعة الظهير الشريف المنظم للتجمعات العمومية. واقترح المجلس في هذه المذكرة، التي قدمها لرئيسه، إدريس اليزمي، خلال ندوة صحفية بالرباط، حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس، محمد الضيار، بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان، مراجعة الظهير الشريف رقم 58.377 الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نونبر 1958) بشأن التجمعات العمومية (كما وقع تغييره وتتميمه)، وذلك من خلال توصيات تنص على بعض المقننات مقننات الظهير، وكذا من خلال توصياتهم، مبادئ استعمل القوة.

على مستوى التوصيات المشتركة، أوصي المجلس باستبدال العقوبات السالبة للحرية والإقصاء على الغرامات المنصوص عليها في الفصل 9 من مخالفة مقننات الكتاب الأول المتعلق بالاجتماعات العمومية، وتلك المنصوص عليها في الفصل 14 من مخالفة مقننات الكتاب الثاني المتعلق بالمظاهرات في الطرق العمومية.

وجاء في المذكرة، أنه بالنظر للفصل 30 من الدستور، فإن المجلس يوصي بأن تصاحف بشكل ممنهج عبارة بطاقة الإقامة إلى جانب بطاقة التعريف الوطنية، وأنه في إطار نزع الطابع المادي عن المساطر، يقترح المجلس أن تدرج في الفصول 30 و 11 إمكانية القيام بالتصريح المسبق عبر الوسائل الإلكترونية. وبخصوص التوصيات المتعلقة ببعض مقننات الظهير الخاص بالتجمعات العمومية، اقترح المجلس أن يضاف إلى صيدا حرية الاجتماعات العمومية مبدأ قرينة قانونية الاجتماعات العمومية، ما لم يثبت العكس.

كما اقترح المجلس، في إطار الفصل نفسه، استبدال التعريف الحالي للاجتماع العمومي بتعريف أوسع بمقتضاه يعرف الاجتماع العمومي بالحضور القسدي والمؤقت لعدد من الأشخاص يرغبون في التعبير عن

تم تسجيل في الفترة -2013  
 2014 ما معدله 14 ألف  
 مظاهرة وتجمع.. أي نحو 36  
 تظاهرة في اليوم

هذه المذكرة، فإن المجلس يوصي بتعديل الفصل الرابع عشر بإلغاء كل عقوبة ضد الأشخاص الذين شاركوا في مظاهرة غير مصرح بها قريبا. وبخصوص المقترحات التي تتعلق باستعمال القوة، يقترح المجلس أن يدرج على مستوى الفصل 26 مقتضى يتيح لمسؤول القوات العمومية أو أي شخص مؤهل من قبله القيام بمحاولة تفاوض - وساطة قبل القيام بأي إنذار.

وفي الإطار نفسه، يوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان بأن يدرج بين الفصولين 26 و 29 مقتضى جديد يكرس صراحة مبدئين ينبغي أن يحكما اللجوء إلى القوة، وهما مبدأ الضرورة ومبدأ التناسب. كما أن

يضمن تعاون المشاركين في الاجتماع العمومي. ويعتبر المجلس أن هذه التوصية تستجيب على التنظيم الذاتي للاجتماعات العمومية. ويقترح المجلس أيضا أن يدرج في نفس المادة بند يمنح للجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات وباقي المجموعات الفعلية إمكانية استعمال القاعات العمومية بطلب منهم وحسب كيفية يحددها نص تنظيمي.

أما بالنسبة لهذا النص التنظيمي، فيقترح المجلس تحويل مضمون مذكرة الوزير الأول رقم 28-99 بتاريخ 10 نونبر 1999 حول استعمال القاعات العمومية من طرف الجمعيات والأحزاب والنقابات إلى مرسوم.



## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوصي بمراجعة ظهير تأسيس الجمعيات



12/288

على إمكانية إيداع التصريح بتأسيس الجمعيات أو تجديد أجهزتها المسيرة، إلكترونيا، وذلك في إطار إضفاء الطابع اللامادي على الإجراءات المتعلقة بمختلف أعمال الحياة الجمعوية، وكذا بإعفاء التصريحات بتأسيس الجمعيات والتغيير من واجبات التبليغ المنصوص عليها في المادة 5 من الظهير الشريف.

وأوصى المجلس أيضا باعتماد وضع قانوني خاص بالمؤسسات وتوضيح خصائصها وكيفية الحصول على هذا الوضع وتمويلها وإدارتها، وإحداث إطار قانوني نظامي للعمل التطوعي ضمن الجمعيات، بحيث يحدد هذا الإطار حقوق والتزامات المتطوعين والكيفيات التي تتطور وفقا لها هذه الفئة من الفاعلين داخل الجمعيات ومساهمة البوالة في تغطية المخاطر التي يتعرض لها المتطوعون وكيفيات تسديد النفقات التي يتحملونها في نطاق أنشطتهم وبتعديل المادة 7 من قانون المسطرة الجنائية، وذلك لتمكين جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، وليس فقط الجمعيات المعلن أنها ذات منفعة عامة، من أن تنتصب في حدود مجال اهتمامها المنصوص عليه في قانونها الأساسي طرفا مدنيا في كل دعوى مدنية للتعويض عن الضرر الناتج عن جنابة أو جنحة أو مخالفة

أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول حرية الجمعيات بالمغرب، تم تقديمها، الأربعاء الماضي، بالرباط بمراجعة ظهير تأسيس الجمعيات.

فعلى صعيد الإطار القانوني، أوصى المجلس في هذه المذكرة، التي قدمها رئيسه، إدريس اليزمي، خلال ندوة صحفية، حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس محمد الصبار، ونظمها بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان (عاشر جنبر)، المنسرح بمراجعة الظهير الشريف رقم 158.376 المؤرخ في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نوفمبر 1958)، الذي يضبط بموجبه حق تأسيس الجمعيات في المنحى الليبرالي لعام 1958، وذلك عبر استبدال العقوبات السالبة للحرية المنصوص عليها في هذا الظهير، كما وقع تغييره وتتميمه، بغرامات.

كما أوصى، في هذا الإطار، بتمكين الأطفال ما بين 15 و18 سنة من الحق في تأسيس جمعياتهم من أجل ضمان تفعيل حق الأطفال في المشاركة، وبمنح الجمعيات الأجنبية وضعاً قانونيا مطابقاً لذلك الذي ينظم الجمعيات الوطنية في إطار تفعيل المساواة في الحقوق طبقاً للدستور ووفقا للسياسة الجديدة للهجرة التي نهجتها المملكة والتنصيص في المادة 5





# المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوصي بتمتع الأطفال بحق تأسيس الجمعيات

## اليزمي: «تدخلت لصالح 43 جمعية رفضت الحكومة منحها وصل الإيداع»

كريم أمزيان 3/843

في السياق ذاته، بالإعفاء من التصريحات بتأسيس الجمعيات، والتغيير من واجبات التثبير المنصوص عليها في المادة الخامسة من الظهير الشريف.

وعلاوة على ذلك، أصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان توصية أخرى مرتبطة باستبدال العقوبات السالبة للحرية بالغرامات، المنصوص عليها في الظهير الشريف الذي يضبط بموجبه حق تأسيس الجمعيات، مشيراً إلى أنه اعتمد في توصياته على أحكام الدستور، والاتفاقيات الدولية التي وقعها المغرب، والقوانين التنظيمية للجماعات الترابية، إضافة إلى مقترحات اللجنة الاستشارية حول الجهوية المتقدمة، ونتائج الحوار الوطني حول المجتمع المدني وأدواره الدستورية الجديدة، والاجتهاد القضائي المغربي، وكذا التوصيات الناتجة عن «دينامية إعلان الرباط».

ولإعطاء تلك التوصيات نوعاً من المشروعية، قال اليزمي إن هذه التوصيات تأتي في وقت تشهد الحركة الجموعية في المغرب نمواً كبيراً، مشدداً على أن صدور المذكرة يأتي انطلاقاً من المادتين 13 و25 من الظهير الشريف المؤسس للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، كاشفاً أنه تدخل بصفة مستمرة للسماح للجمعيات بالحصول على وصل الإيداع، مشيراً، في السياق ذاته، إلى أنه تدخل لصالح 22 جمعية سنة 2013، وساهم في 2014 في إعطاء الوصل لتسع جمعيات، في حين تدخل في الأشهر العشر الأخيرة من السنة الجارية، لفائدة 12 جمعية.

ولم يفت اليزمي، وهو يقدم توصيات مذكرة «حرية الجمعيات بالمغرب»، الإشارة إلى أن عدد الجمعيات في المغرب يتجاوز مائة ألف جمعية، جرى تسجيل تأسيس 16 ألف جمعية جديدة منها فقط في العام الماضي، مشيراً، بحسب ما سبق، وكنسفته المندوبية السامية للتخطيط، أن 30 في المائة من الجمعيات المغربية لا تتوفر على مقر خاص بها، وثلثها تشتغل بميزانية تقل عن خمسة آلاف درهم سنوياً، مؤكداً أن 30 ألف شخص يشتغل فيها، دون أي قانون يضبط العمل التطوعي في البلاد.

لم تمض سوى أيام قليلة على صدور توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، التي جاءت في تقريره الموضوعاتي، حول «وضعية المساواة والمناصفة بالمغرب»، التي أحدثت انقاساما واسعاً في صفوف المغاربة، خصوصاً تلك المتعلقة بتوصية تطالب بضرورة تعديل مدونة الأسرة، بشكل يمنح للمرأة حقوقاً متساوية مع الرجل، في ما يتصل بانعقاد الزواج وفسخه، وفي العلاقة مع الأطفال، وكذا في مجال الإرث، حتى أوصى المجلس مجدداً بتمكين الأطفال، ما بين 15 و18 سنة، من حقهم في تأسيس الجمعيات، من أجل تحقيق ما سماه «ضمان تفعيل حق الأطفال في المشاركة في تنشيط المجال الجموعي في البلاد».

هذا ومن شأن عدد من التوصيات، التي أصدرها إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أول أمس (الأربعاء)، في ندوة صحافية قدم فيها مذكرة حول «حرية الجمعيات بالمغرب»، بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان، أن تثير جدلاً واسعاً، وسط الحقوقيين والفعالين الجموعيين هذه المرة، خصوصاً في ما يتعلق بتوصية منح الأطفال حقهم في تأسيس الإطارات الجموعية، والنشاط من داخلها، إسوة بمن يمنحهم القانون الحق في ذلك.

ولم يحنف اليزمي علمه بأن من بين شروط تأسيس الجمعيات، ضرورة وضع ملف متوفر على نسخ من بطائق التعريف الوطنية مصداق عليها، قبل أن يطالب بمراجعة القوانين الجاري بها العمل، للسماح للأطفال بممارسة هذا الحق، فضلاً عن دعوته إلى ضرورة منحهم تصريحاً قورياً، من قبل السلطات الإدارية لكل الجمعيات، وإعطائها الوصل المؤقت مباشرة، بالإضافة إلى توصية متعلقة بإمكانية إيداع التصريح إلكترونياً، وتمتع جمعيات الأجانب بالحق نفسه، طبقاً لأحكام الدستور، الذي يخول لهم الحقوق ذاتها المتوفرة لكل الجمعيات المغربية، وذلك في إطار المساواة، مطالباً،

## الصبار: وضعية حقوق الإنسان بالمغرب تقدم ملموس في ظل تحديات يجب رفعها

أكد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار أن وضعية حقوق الإنسان في المغرب شهدت تحسنا ملموسا منذ تسعينات القرن الماضي.

وذلك بفضل اتخاذ قرارات وإجراءات شجاعة والانضمام لمختلف الاتفاقيات الدولية في هذا المجال. وأبرز الصبار، في حديث خص به وكالة المغرب العربي للأنباء بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان الذي خصص هذه السنة لإطلاق حملة تحلّد الذكرى الخمسين للعهدين الدوليين المتعلقين بحقوق الإنسان المتمثلين في العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية والعهد الدولي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، أنه "لا يمكن لأحد إنكار أن النهوض بحقوق الإنسان وحماتها في المغرب عرف تطورا ملحوظا وأنه تم إرساء اسس دولة القانون وذلك بفضل قرارات هامة وشجاعة تم اتخاذها في هذا الاتجاه". وأضاف الأمين العام للمجلس أنه بفضل انفتاحه السياسي، انضم المغرب للأغلبية العظمى للاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، وصادق على عدة قوانين ونصوص تشريعية تعزز خيار المملكة الذي لا رجعة فيه لجعل احترام حقوق الإنسان ثقافة وواقعا يوميا، مذكرا بأن هذا المسار توج سنة 2011 باعتماد دستور جديد يكرس الحقوق والحريات.

إصلاح منظومة العدالة وأكد الصبار أن المغرب أطلق أيضا ورش إصلاح منظومة العدالة كمسلسل طموح جدا بالنظر للأهمية المحورية لهذا القطاع في الحفاظ على الحقوق والدفاع عن الحريات، مشيرا إلى أن المغرب يعد البلد العربي الإفريقي الوحيد الذي اتخذ القرار "التاريخي والطلائعي" بعدم متابعة المدنيين أمام المحاكم العسكرية. كما اعتمدت المملكة، يضيف الصبار، منهجية تصالحية لطبي صفحة انتهاكات حقوق الإنسان في الماضي عبر إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة، التي تعد تجربة "تمودجية وغير مسبوق" في إفريقيا والعالم العربي، مضيفا أن العديد من البلدان الإفريقية والعربية والأمريكية اللاتينية ترغب في الاستفادة من خبرة هذه الهيئة. وأشار الصبار إلى أن هذه المكتسبات، الهامة والفعالة، مكنت المغرب من أن يصبح مرجعا ونموذجا يحتذى لدى بلدان المنطقة وخارجها، مضيفا أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يواكب هذه الدينامية عبر تقارير وتوصيات ومذكرات تثير نقاشا مثمرا حول عدة قضايا حساسة.

النهوض بحقوق الإنسان وحماتها وبعد أن أبرز أهمية الدور الذي يضطلع به المجتمع المدني في النهوض بحقوق الإنسان وحماتها عبر التعبير عن اهتماماته وانشغالاته اليومية، جدد الصبار التأكيد على أن المجلس ملتزم بالوفاء كليا بمسؤوليته كهيئة تسهر على ملاحظة ومراقبة ومتابعة وضعية حقوق الإنسان على المستويين الوطني والجهوي. من جهة أخرى، سجل الأمين العام للمجلس أنه رغم التقدم المسجل في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، لا تزال عدة قضايا تمثل تحديات على المملكة رفعها، خاصة تلك المرتبطة بتعزيز الحقوق الاقتصادية والثقافية والاجتماعية. كما تتعلق هذه التحديات حسب الصبار بالتنمية، والمساواة الاقتصادية بين الوسطين الحضري والقروي، ومراجعة النصوص المنظمة لحق تأسيس الجمعيات والتجمعات العمومية السلمية، والاستعمال المفرط للقوة خلال المظاهرات، والإرهاب والبيئة والحجرة، مما يتطلب مزيدا من الجهود وتعبئة الحكومة والسلطات المختصة لتعزيز المكتسبات المحصلة وسد الثغرات كي يلج المغرب نادي البلدان الأكثر تقدما وتطورا في مجال حقوق الإنسان وحماتها.

<http://www.menara.ma/ar/%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A%D8%A9/2015/12/10/1770069-%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%A8%D8%A7%D8%B1-%D9%88%D8%B6%D8%B9%D9%8A%D8%A9-%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8-%D8%AA%D9%82%D8%AF%D9%85-%D9%85%D9%84%D9%85%D9%88%D8%B3-%D9%81%D9%8A-%D8%B8%D9%84-%D8%AA%D8%AD%D8%AF%D9%8A%D8%A7%D8%AA-%D9%8A%D8%AC%D8%A8-%D8%B1%D9%81%D8%B9%D9%87%D8%A7.html>

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقترح مراجعة الظهير الشريف المتعلق بالتجمعات العمومية

طالب المجلس الوطني لحقوق الإنسان بمناسبة الذكرى 67 لليوم العالمي لحقوق الإنسان، في إقتراح مراجعة الظهير الشريف المتعلق بالتجمعات العمومية.. حيث اقترح المجلس في مذكرة، قدمها رئيسه، إدريس اليزمي، خلال ندوة صحفية بالرباط، حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس، محمد الصبار، مراجعة الظهير الشريف رقم 1.58.377 الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نونبر 1958) بشأن التجمعات العمومية (كما وقع تغييره و تتميمه)، وذلك من خلال توصيات تنصب على بعض المقتضيات المشتركة، وأخرى حول بعض مقتضيات الظهير، وكذا من خلال توصيات تم مبادئ استعمال القوة.

<http://tetouanews.ma/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D9%8A%D9%82%D8%AA%D8%B1%D8%AD-%D9%85%D8%B1%D8%A7/>

<https://www.maghress.com/tetouanews/1114018>





## عميد كلية العلوم القانونية الرباط – أكدال يدعو إلى الارتقاء بمادة حقوق الإنسان والحريات العامة إلى فضاء علمي يستجيب لتحديات الألفية الثالثة

دعا عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالرباط – أكدال السيد الحبيب الدقاق، اليوم الخميس بالرباط، إلى “الارتقاء بمادة حقوق الإنسان والحريات العامة من مجرد درس تقليدي إلى فضاء علمي ومعرفي يستجيب لتحديات الألفية الثالثة”.

وأوضح السيد الدقاق، في كلمة افتتاحية خلال ندوة وطنية تنظمها الكلية حول موضوع “الجامعة المغربية ورهانات تدريس حقوق الإنسان”، بمناسبة الذكرى 67 لاعتماد الاعلان العالمي لحقوق الإنسان، أن تدريس حقوق الإنسان في الجامعة المغربية أضحى أكثر انفتاحا على المقاربات الدستورية والتنظيمية والاتفاقية ذات الصلة بالحراك الحقوقي في مرجعياته الوطنية والكونية.

وسجل أن الجامعة المغربية أضحى مصدرا من مصادر إثراء وتقريب وتطوير التشريعات والخطط والاستراتيجيات الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان، موضحا أن ذلك يتجلى في برجة وإدراج مادة حقوق الإنسان في إطار مسالك العرض التربوي، والانشغال بعمل المشرع في مجال تقريب وملاءمة التشريع المغربي مع استراتيجيات المملكة على مستوى الحكامة الترابية والعلاقات مع الاتحاد الأوروبي، وكذا على مستوى منظومة هيئة الأمم المتحدة، أو في ما يتعلق بمقاربات ومنهجية إعداد وتقديم ومناقشة وتقييم التقارير الاستعراضية التي يقدمها المغرب، كما حصل سنتي 2008 و2012.

وأشار إلى أن تدريس حقوق الإنسان بالجامعة المغربية يجعل هذه الأخيرة تتموقع في قلب قضايا الشأن العام، خاصة السياسات العمومية الحقوقية على المستويين الوطني والعالمي، وذلك وعيا منها بأن التجاذب بين المرجعيتين الكونية والخصوصية في مجال حقوق الإنسان له انعكاسات على مستوى الأبحاث الأكاديمية في مجال دراسة وافتتاح وتحليل الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب بأبعادها السياسية والدبلوماسية والقضائية والاستراتيجية والثقافية.

ومن هذا المنطق، يضيف السيد الدقاق، فإن الجامعة “تشكل عامل إثراء للرأسمال اللامادي الفكري في ما يخص القانون الدولي لحقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني”، مؤكدا أن التدريس الجامعي لحقوق الإنسان ينحو إلى البحث عن أرضية علمية مشتركة، عبر تتبع خطوات صياغة النصوص القانونية الوطنية والدولية ذات الصلة، فضلا عن رصد كفاءات تدبير التوازن التشريعي بين المرجعيتين الإسلامية والدولية، والتقريب المعياري المرجعي بين القاعدة القانونية الوطنية والقاعدة الدولية في مجال تبني الفلسفة العامة لحقوق الإنسان.

من جهتها، أكدت السيدة جميلة السيوري، في كلمة مماثلة باسم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن نشر ثقافة حقوق الإنسان والوعي بها وتعزيز قيم وثقافة الديمقراطية وحقوق الإنسان يجب أن يشكل مكونا رئيسيا من العملية التعليمية بالجامعة المغربية، وأساسا صلبا لضمان تكوين جيل متشبع ومؤمن بقيم الديمقراطية والتسامح وحرية الرأي والتعبير والحق في الاختلاف، بما يسمح بإنشاء العلاقات على أساس احترام الكرامة الإنسانية.

وسجلت السيدة السيوري أن التحدي الأكبر في هذا المجال هو كيفية أجراء الرافعة الثامنة عشر من استراتيجية التعليم في أفق 2030، والمتمثلة في



ترسيخ مجتمع المواطنة والديموقراطية والمساواة، مشيرة إلى أن إحدى المداخل الأساسية لهذه الأجرأة تتمثل في الربط بين الدورين العملياتي والاستراتيجي للجامعة في النهوض بحقوق الإنسان في علاقة بالمؤسسات الدستورية المكلفة بالنهوض بها **كالمجلس الوطني لحقوق الإنسان**.

ويتناول المشاركون في هذه الندوة، من أساتذة جامعيين وخبراء وممثلي عدد من المؤسسات الحقوقية، مواضيع “استعراض تجارب الجامعة المغربية في مجال تدريس حقوق الإنسان” و”إسهامات الجامعة في مجال حقوق الإنسان : قراءة من الخارج” و”انفتاح الجامعة على منظومة الأمم المتحدة” و”الجامعة المغربية : منظومة حقوق الإنسان وآفاق البحث العلمي”.

طباعة هذا الموضوع



المجلس الوطني لحقوق الإنسان  
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME  
Conseil national des droits de l'Homme

صدى الجالية نيوز  
Sada Eljalia News

منار اليوم

تتعب برس

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يتقدم باقتراحات قوية تتعلق بمراجعة الظهير الشريف المنظم للتجمعات العمومية..

قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول "ضمان حرية الاجتماع والتجمهر والتظاهر السلمي"، الأربعاء، مقترحات تتعلق بمراجعة الظهير الشريف المنظم للتجمعات العمومية.

واقترح المجلس في هذه المذكرة، التي قدمها رئيسه، إدريس اليزمي، خلال ندوة صحفية بالرباط، حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس، محمد الصبار، بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان (عاشر دجنبر)، مراجعة الظهير الشريف رقم 1.58.377 الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نونبر 1958) بشأن التجمعات العمومية (كما وقع تغييره و تميمه)، وذلك من خلال توصيات تنصب على بعض المقتضيات المشتركة، وأخرى حول بعض مقتضيات الظهير، وكذا من خلال توصيات تم مبادئ استعمال القوة.

فعلى مستوى التوصيات المشتركة، أوصى المجلس باستبدال العقوبات السالبة للحرية والإبقاء على الغرامات المنصوص عليها في الفصل 9 عن مخالفة مقتضيات الكتاب الأول المتعلق بالاجتماعات العمومية، وتلك المنصوص عليها في الفصل 14 عن مخالفة مقتضيات الكتاب الثاني المتعلق بالمظاهرات في الطرق العمومية.

وجاء في المذكرة، أنه بالنظر للفصل 30 من الدستور، فإن المجلس يوصي بأن تضاف بشكل ممنهج عبارة بطاقة الإقامة إلى جانب بطاقة التعريف الوطنية، وأنه في إطار نزع الطابع المادي عن المساطر، يقترح المجلس أن تدرج في الفصول 3 و 11 إمكانية القيام بالتصريح المسبق عبر الوسائل الإلكترونية.

وبخصوص التوصيات المتعلقة ببعض مقتضيات الظهير الخاص بالتجمعات العمومية، اقترح المجلس أن يضاف إلى مبدأ حرية الاجتماعات العمومية مبدأ قرينة قانونية الاجتماعات العمومية، ما لم يثبت العكس.

كما اقترح المجلس، في إطار الفصل نفسه، استبدال التعريف الحالي للاجتماع العمومي بتعريف أوسع بمقتضاه يعرف "الاجتماع العمومي" بالحضور القصدي و المؤقت لعدد من الأشخاص يرغبون في التعبير عن وجهة نظر مشتركة في فضاء عمومي.

وأوصي أيضا بأن يكرس الفصل الأول الالتزام الإيجابي للسلطات العمومية بتسهيل وحماية الاجتماعات السلمية.

ومن أجل تبسيط المساطر، يقترح المجلس تعويض النسخ المصادق عليها من بطاقة التعريف الوطنية أو بطاقة الإقامة حسب الحالة بمجرد الإشارة إلى أرقام تلك البطاقات.

ويوصي أيضا بإعفاء جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، والأحزاب السياسية، والهيئات النقابية والمنظمات المهنية من سابق التصريح لعقد الاجتماعات العمومية.

وفي ما يتعلق بالفصل السادس يقترح المجلس إضافة مقتضى في هذا الفصل بمنح منظمي الاجتماع العمومي إمكانية نشر فريق لحفظ النظام يسهل التعرف عليه، من أجل تسهيل تنظيم الحدث، وضمان احترام كل قيد مبلغ طبقا للقانون، "لكن ينبغي على هذا المقتضى أن ينص على أن فريق حفظ النظام لا ينبغي أن يتوفر على صلاحيات السلطات العمومية وينمعه عليه اللجوء إلى القوة، وإنما عليه أن يضمن تعاون المشاركين في الاجتماع العمومي. ويعتبر المجلس أن هذه التوصية ستشجع على التنظيم الذاتي للاجتماعات العمومية".

ويقترح المجلس أيضا أن يدرج في نفس المادة بند يمنح للجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات وباقي المجموعات الفعلية إمكانية استعمال القاعات العمومية بطلب منهم وحسب كفاءات يحددها نص تنظيمي. أما بالنسبة لهذا النص التنظيمي، فيقترح المجلس تحويل مضمون مذكرة الوزير الأول رقم 99-28 بتاريخ 5 نونبر 1999 حول استعمال القاعات العمومية من طرف الجمعيات والأحزاب و النقابات إلى مرسوم.

وحول الفصل الحادي عشر، لاحظ المجلس أن الممارسة تجاوزت الفصل 11 من ظهير 1958 المنظم للمظاهرات في الطريق العمومية. فمنذ عشرين



المجلس الوطني لحقوق الإنسان  
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME  
Conseil national des droits de l'Homme

صدى الجالية نيوز  
Sada Eljalia News

منار اليوم

تنقيب برس

سنة، يتم القيام بالمظاهرات في الطرق العمومية من طرف المجموعات الفعلية (التنسيقيات، الجمعيات الفعلية، الائتلافات الترابية والموضوعاتية، اتحادات الأطر العليا المعطلة...) غير تلك المنصوص عليها في الفصل 11 (الجمعيات، الأحزاب، النقابات، المنظمات المهنية)، وإن تطور الممارسة، يبرر من وجهة نظر المجلس، استعجالية مراجعة هذا الفصل بإعطاء حق تنظيم المظاهرات في الطرق العمومية للأشخاص الذاتيين و المعنويين.

وعلى صعيد الفصل الثالث عشر، يقترح المجلس إدراج مقتضى جديد في هذا الفصل بموجبه يمكن لموقعي التصريح الطعن في قرار المنع أمام المحكمة الإدارية المختصة التي تبت فيه استعجاليا. وفي إطار تسهيل المظاهرات العنوية الذي يندرج في إطار الالتزام الإيجابي للسلطات العمومية في مجال تسهيل وحماية ممارسة الحريات موضوع هذه المذكرة، فإن المجلس يوصي بتعديل الفصل الرابع عشر بإلغاء كل عقوبة ضد الأشخاص الذين شاركوا في مظاهرة غير مصرح بها قبليا. وبخصوص المقترحات التي تتعلق باستعمال القوة، يقترح المجلس أن يدرج على مستوى الفصل 21 مقتضى يتيح لمسؤول القوات العمومية أو أي شخص مؤهل من قبله بالقيام بمحاولة تفاوض - وساطة قبل القيام بأي إنذار.

وفي الإطار نفسه، يوصي المجلس الوطني لحقوق الإنسان بأن يدرج بين الفصلين 25 و 26 مقتضى جديد يكرس صراحة مبدأين ينبغي أن يحكما اللجوء إلى القوة، وهما مبدأ الضرورة ومبدأ التناسب. كما أن نصوصا تنظيمية ينبغي أن تحدد، من وجهة نظر المجلس، الأشكال العملية المتعلقة باللجوء إلى القوة على قاعدة هذين المبدأين.

كما يوصي المجلس أن ينص مقتضى جديد على أن كل عملية لاستعمال القوة ينبغي أن تتم تحت مراقبة وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية. وأخيرا، فإن المجلس يذكر، في الإطار نفسه، أن المقترحات المقترحة ينبغي أن تضمن بشكل صريح سلامة الصحفيين و مهنيي الإعلام، الذين يقومون بتغطية المظاهرات السلمية. وتجدر الإشارة إلى أن المذكرة، التي تم اعتمادها في الدورة التاسعة للمجلس، التي انعقدت يوم 11 فبراير 2015، تعتبر مساهمة منه في النقاش العمومي بشأن مراجعة الإطار القانوني المتعلق بالتجمعات العمومية، وفي أعمال الضمانات الدستورية المتعلقة بحرية الاجتماع و التجمهر و التظاهر السلمي المنصوص عليها في الفصل 29 من الدستور.

وقد ارتكزت هذه المساهمة على خلاصات دراسة للمجلس حول ممارسة الحق في التظاهر السلمي وكذا التوصيات المستخلصة من الورشات الموضوعاتية، التي نظمها المجلس بخصوص هذا الموضوع مع المنظمات غير الحكومية والقضاة والمحامين ومثلي مختلف القطاعات والإدارات المعنية بتدبير حريات الاجتماع و التجمهر و التظاهر السلمي. وقد أخذ المجلس، بحسب ما جاء في ملخص المذكرة، في إعداده لتوصياته المتعلقة بإصلاح الإطار القانوني الخاص بالتجمعات العمومية، بعين الاعتبار مرجعيات الهيئات الأمية (قرارات الجمعية العامة للأمم المتحدة، وقرارات مجلس حقوق الإنسان وتوصيات المقرر الخاص المعني بحق الاجتماع السلمي و حرية الجمعيات) و الجهوية (آراء لجنة البندقية التابعة لمجلس أوروبا). وذكر المجلس أيضا بتوصيات هيئة الإنصاف و المصالحة و كذا الاجتهاد القضائي الوطني في مجال تدبير حرية التظاهر السلمي. وفي معرض تقديمه للمذكرة، سجل السيد البيزمي، زيادة هامة في عدد التجمعات والمظاهرات التي تنظم بالمغرب، مذكرا بأنه تم تسجيل في الفترة 2013-2014 ما معدله 14 ألف مظاهرة وتجمع، أي نحو 36 تظاهرة في اليوم.

واعتبر أن الأمر يتعلق بظاهرة صحية، باعتبار هذه المظاهرات والتجمعات، التي يطالب خلالها المواطنون بحقوقهم، تمثل أحد التعبيرات المواطنة، وتعكس نضج المواطنين في التعبير عن مطالبهم بطرق سلمية. وذكر بأن سنة 2014 شهدت 303 تدخلات لقوات الأمن، وهو معدل ضعيف نسبيا بالنظر إلى العدد الكبير للمظاهرات والتجمعات، مؤكدا أن المجلس يشجع على اعتماد الإطار القانوني للتصريح تنضاف إليه عدة توصيات لضمان حق التظاهر السلمي. يذكر أن هذه المذكرة، التي أعدها المجلس في إطار ممارسته لاختصاصاته في مجال النهوض بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تم توجيهها لرئيس الحكومة في نونبر 2015.

<http://www.chaabpress.com/%D8%AC%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D9%8A%D9%82%D8%AA%D8%B1%D8%AD-%D9%85%D8%B1%D8%A7/>

<http://sadaeljalienews.fr/%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%88%D8%B7%D9%86%D9%8A-%D9%84%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82-%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86-%D9%8A%D9%82%D8%AA%D8%B1%D8%AD-%D9%85%D8%B1%D8%A7/>

[http://www.almanartoday.com/2015/12/blog-post\\_14.html](http://www.almanartoday.com/2015/12/blog-post_14.html)

11/12/2015

Conseil national des droits de  
l'Homme

27

www.cndh.org.ma



## ادريس اليزمي يوصي بتمكين الأطفال من تأسيس الجمعيات

أوصى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول حرية الجمعيات في المغرب، بتمكين الأطفال، ما بين 15 و18 سنة، من الحق في تأسيس جمعياتهم من أجل ضمان تفعيل حق الأطفال في المشاركة، وبمنح الجمعيات الأجنبية وضعاً قانونياً مطابقاً لذلك الذي ينظم الجمعيات الوطنية في إطار تفعيل المساواة في الحقوق طبقاً للدستور ووفقاً للسياسة الجديدة للهجرة التي نحتها المملكة.

وأوصى المجلس، في هذه المذكرة التي قدمها رئيسه إدريس اليزمي، خلال ندوة صحافية، بالتنصيص على إمكانية إيداع التصريح بتأسيس الجمعيات أو تحديد أجهزتها المسيرة، إلكترونياً، وذلك في إطار إضفاء الطابع اللامادي على الإجراءات المتعلقة بمختلف أعمال الحياة الجمعوية، وكذا بإعفاء التصريحات بتأسيس الجمعيات والتغيير من واجبات التبر المنصوص عليها في المادة 5 من الظهير الشريف.

<http://insafpress.com/%D8%A7%D8%AF%D8%B1%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%B2%D9%85%D9%8A-%D9%8A%D9%88%D8%B5%D9%8A-%D8%A8%D8%AA%D9%85%D9%83%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B7%D9%81%D8%A7%D9%84-%D9%85%D9%86-%D8%AA%D8%A3/>

## الصار: تقدم ملموس في وضعية حقوق الانسان بالمغرب



أكد الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان محمد الصبار أن وضعية حقوق الإنسان في المغرب شهدت تحسنا ملموسا منذ تسعينات القرن الماضي.

وذلك بفضل اتخاذ قرارات وإجراءات شجاعة والانضمام لمختلف الاتفاقيات الدولية في هذا المجال.

وأبرز الصبار، في حديث خص به وكالة المغرب العربي للأنباء بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان الذي خصص هذه السنة لإطلاق حملة تخلد الذكرى الخمسين للعهدين الدوليين المتعلقين بحقوق الإنسان المتمثلين في العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية والعهد الدولي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، أنه "لا يمكن لأحد إنكار أن النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها في المغرب عرف تطورا ملحوظا وأنه تم إرساء أسس دولة القانون وذلك بفضل قرارات هامة وشجاعة تم اتخاذها في هذا الاتجاه".

وأضاف الأمين العام للمجلس أنه بفضل انفتاحه السياسي، انضم المغرب للأغلبية العظمى للاتفاقيات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، وصادق على عدة قوانين ونصوص تشريعية تعزز خيار المملكة الذي لا رجعة فيه لجعل احترام حقوق الإنسان ثقافة وواقعا يوميا، مذكرا بأن هذا المسار توج سنة 2011 باعتماد دستور جديد يكرس الحقوق والحرريات.

### إصلاح منظومة العدالة

وأكد الصبار أن المغرب أطلق أيضا ورش إصلاح منظومة العدالة كمسلسل طموح جدا بالنظر للأهمية المحورية لهذا القطاع في الحفاظ على الحقوق والدفاع عن الحريات، مشيرا إلى أن المغرب يعد البلد العربي الإفريقي الوحيد الذي اتخذ القرار "التاريخي والطلائعي" بعدم متابعة المدنيين أمام المحاكم العسكرية.

كما اعتمدت المملكة، يضيف الصبار، منهجية تصالحية لطبي صفحة انتهاكات حقوق الإنسان في الماضي عبر إحداث هيئة الإنصاف والمصالحة، التي تعد تجربة "نموذجية وغير مسبقة" في إفريقيا والعالم العربي، مضيفا أن العديد من البلدان الإفريقية والعربية والأمريكية اللاتينية ترغب في الاستفادة من خبرة هذه الهيئة.

وأشار الصبار إلى أن هذه المكتسبات، الهامة والفعالة، مكنت المغرب من أن يصبح مرجعا ونموذجا يحتذى لدى بلدان المنطقة وخارجها، مضيفا أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان يواكب هذه الدينامية عبر تقارير وتوصيات ومذكرات تثير نقاشا مثمرا حول عدة قضايا حساسة.

#### النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها

وبعد أن أبرز أهمية الدور الذي يضطلع به المجتمع المدني في النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها عبر التعبير عن اهتماماته وانشغالاته اليومية، جدد الصبار التأكيد على أن المجلس ملتزم بالوفاء كليا بمسؤوليته كهيئة تسهر على ملاحظة ومراقبة ومتابعة وضعية حقوق الإنسان على المستويين الوطني والجهوي.

من جهة أخرى، سجل الأمين العام للمجلس أنه رغم التقدم المسجل في مجال حقوق الإنسان بالمغرب، لا تزال عدة قضايا تمثل تحديات على المملكة رفعها، خاصة تلك المرتبطة بتعزيز الحقوق الاقتصادية والثقافية والاجتماعية.

كما تتعلق هذه التحديات حسب الصبار بالتنمية، والمساواة الاقتصادية بين الوسطين الحضري والقروي، ومراجعة النصوص المنظمة لحق تأسيس الجمعيات والتجمعات العمومية السلمية، والاستعمال المفرط للقوة خلال المظاهرات، والإرهاب والبيئة والهجرة، مما يتطلب مزيدا من الجهود وتعبئة الحكومة والسلطات المختصة لتعزيز المكتسبات المحصلة وسد الثغرات كي يلج المغرب نادي البلدان الأكثر تقدما وتطورا في مجال حقوق الإنسان وحمايتها.

<http://www.casapress.net/13098-afficher-article.html>

<http://www.andaluspress.com/%D8%AC%D8%AF%D9%8A%D8%AF%20%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%AE%D8%A8%D8%A7%D8%B1/%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9/52027/%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%A8%D8%A7%D8%B1%20%D8%AA%D9%82%D8%AF%D9%85%20%D9%85%D9%84%D9%85%D9%88%D8%B3%20%D9%81%D9%8A%20%D9%88%D8%B6%D8%B9%D9%8A%D8%A9%20%D8%AD%D9%82%D9%88%D9%82%20%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%86%D8%B3%D8%A7%D9%86%20%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%BA%D8%B1%D8%A8.html>

## تشكيل خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان في شأن حماية حقوق السجناء بالعيون

علمت " أش واقعي " من مصدر حقوقي ، أن والي العيون، " يحضيه بوشعاب " دخل السجن المحلي بالعيون، إلى جانب الوكيل العام للملك بمحكمة الاستئناف بالعيون، و وكيل الملك الابتدائية العيون، و رئيس محكمتها، و رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون السمارة، لحضور أشغال تشكيل الخلية المكونة من اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، و السجنين المحليين بالعيون والسمارة وقطاع العدل الممثل في محكمة الاستئناف والمحكمة الابتدائية، التي انطلقت صباح يوم أمس الأربعاء 09 دجنبر الجاري، و التي انصبت الأشغال أساسا على وضع المبادئ التوجيهية المؤطرة لعمل الخلية، خلال ورشة تشاركية سنحت فرصة التدخل لجميع الشركاء والمعنيين من المؤسسات الحكومية والسجناء وموظفي السجن، والمجتمع المدني والإعلاميين، فيما من شأنه تحسين أوضاع السجناء وإعادة إدماجهم داخل المجتمع. و أكد " الشرقاوي " في تصريح لـ " أش واقعي " أنه في إطار الاهتمام المتواصل بأوضاع السجناء، تنفيذا للأدوار والصلاحيات المنوطة بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان، المتمثلة في مراقبة أوضاع السجون وحماية حقوق السجناء، تم تشكيل خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان الصادرة بمذكرته المعنونة بـ "أزمة السجون، مسؤولية مشتركة" 100 توصية من أجل حماية حقوق السجناء والسجينات، و التي انطلقت اشغالها صباح أمس بالسجن المحلي بالعيون

و اشار " الشرقاوي " إلى أن هذه الخلية أشرف على تشكيلها كل من رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، ومديري السجنين المحليين بالعيون والسمارة، والوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بالعيون، ووكيل الملك لدى المحكمة الابتدائية بالعيون، وستعمل هذه الخلية على تتبع الأوضاع بالسجون وأحوال السجناء، ومراقبة مدى إعمال توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان في شأن حماية حقوق نزلاء السجن.

وفي نفس السياق، يضيف " الشرقاوي " أنه وبمناسبة اليوم الوطني للسجين، نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون-السمارة، لقاء تواصليا بنزيلات ونزلاء السجن المحلي بالعيون، خصص هذا اللقاء للنقاش حول حقوق السجناء، وسبل تعزيزها من أجل تحسين أوضاعهم بداخل السجن،



## اللجنة الجهوية لحقوق الانسان بالحسيمة تنظم يوما دراسيا حول البيئة

11/12/2015

خ.ز: ألتريس.

بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الانسان، نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الانسان ( الحسيمة-الناظور )، وبشراكة مع جامعة محمد الأول بوجدة، والمدرسة الوطنية للعلوم التطبيقية، والجمعيات البيئية، لقاء دراسيا، بعنوان: " البيئة وحقوق الانسان"، وذلك اليوم الخميس 10 دجنبر 2015، بقاعة كلية العلوم والتقنيات.

وفي مستهل اللقاء، ألقى كل من نائب كلية العلوم والتقنيات، ورئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الانسان، كلمة أكد خلالها على أهمية هذه اللقاءات في التحسيس وإشاعة المعرفة التي ترتبط بالحقوق، والبيئة معتبرين هذه اللقاءات تؤسس لشراكة مستقبلية أكبر فعالية ليسط خطاب حقوقي وبيئي يراعي القوانين المحلية والدولية. كما قام في ذات السياق رئيس جمعية أيوما، حسن الحجاجي، بتنشيط اللقاء بأغنية "شكون أنا".

محاوِر اللقاء وحتى المداخلات كانت متنوعة، وتدخل الأستاذ حكيم المسعودي عن شبكة الجمعيات العاملة بالمنتزه الوطني للحسيمة، في موضوع: " الواقع البشري بالمنتزه الوطني للحسيمة، ومساهمة في اقتراح حلول ممكنة"، حيث أشار لضرورة توفير حراسة بالمنتزه الوطني للحسيمة للحد من المشاكل الكثيرة التي يعرفها، واقتراح حلول واقعية للمشاكل البيئية المتراكمة، وكذا محاربة التعرية المائية للتربة، وتشجيع السياحة البديلة، وكذا الحفاظ على الشعب المرجانية. كما دعا المسؤولين إلى الاستثمار في الثقافة (تغيير العقلية)، والدعوة إلى إخراج القوانين التنظيمية للمنتزهات الوطنية، وتفعيل هياكلها التنظيمية.

عبد الواحد قيقاي عن جمعية التدبير المندمج للموارد ( AGIR )، تدخل في موضوع " المحميات البحرية والتأثيرات البيئية ( المغرب نموذجا )، والتي أشار خلالها لدور المحميات الطبيعية في الحفاظ على التنوع البيولوجي، موضحا أن القوانين المخصصة لتدبير هذه المجالات لا تفعل على مستوى المنتزه الوطني للحسيمة، الذي يعتبر حسب منتزهها في الأوراق فقط.

ودعا المتدخل بالمقابل إلى العناية بمنتزه الحسيمة، الذي تظاله مختلف أنواع الخروقات برا وبحرا، وذلك من خلال الأخذ بعين الاعتبار لكل الجهود والتكوينات التي استفاد منها الصيادون التقليديون، العاملون بالمنتزه، وحماية المصايد من الصيد الجائر، وكذلك الإعلان عن مزيد من المحميات الطبيعية البحرية للحفاظ أكثر على الموارد.

"الفلاحة الإيكولوجية البديلة" كانت هي موضوع مداخلة الأستاذ محمد الأندلسي عن جمعية AZIR لحماية البيئة، الذي دعا إلى تشجيع الفلحة الإيكولوجية بالمنطقة، وسن سياسات فلاحية وطنية باستشارة الفلاحين، واستعمال طرق عقلانية في الري للحفاظ على الموارد المائية، وكذا تحسين وتوعية المستهلكين، بنوعية المواد الكيماوية المستعملة في الفلحة، كما صبت مداخلة الدكتور محمد بادي عن اللجنة الجهوية لحقوق الانسان ( الحسيمة الناظور )، التي كانت بعنوان: "البيئة وحقوق الانسان" في اتجاه بسط العلاقة بين حقوق المواطنين والقوانين البيئية، ومدى ملاءمتها للقوانين الدولية، ودعا لتفعيل القوانين الخاصة بالبيئة، وإدراج مقاربة حمايتها في السياسات العمومية، وإشراك المواطنين في اتخاذ القرارات التي تخصها.

كما تدخل خالد الزيتوني وهو إعلامي مهتم بالبيئة في موضوع: "تدهور الموارد البحرية بالسواحل المتوسطة"، والذي أشار بلغة الأرقام إلى تهاوي الأرقام المتعلقة بتفريغ كميات الأسماك بميناء الحسيمة، موضحا إلى وقوف عوامل عدة بشرية وطبيعية وراء هذا الانخفاض ودعا إلى سن الراحة البيولوجية ومحاربة الصيد الجائر والحفاظ على البيئة للحفاظ على ما تبقى من المخزون السمكي.

كما أشار سمير سلطانة في عرضه عن دور المعاهد البحرية في التنمية المستدامة والحفاظة على البيئة بميناء الحسيمة، ودعا بالمقابل بالاهتمام بالحالة الاقتصادية للبحارة عبر سن قوانين واضحة ومنصفة لحمايتهم من تهاوي منتوج الأسماك، كما تدخل الأستاذ مومن شيكار في موضوع " البيئة منتوج ثقافي"، ودعا خلال عرضه لدراسة النواظم البيئية، وفهم جميع تجلياتها العلمية، القانونية، الاقتصادية، الاجتماعية والثقافية.

وخلفت المداخلات نقاشا هادفا بين مختلف المكونات المشاركة والحاضرين، انتهى بإصدار توصيات تروم التفكير العميق والجدي في أهم القضايا البيئية التي تم التداول فيها، كما أوصوا بأن تكون المدرسة الوطنية للعلوم التطبيقية بالحسيمة، شريكا في كل الدراسات والأبحاث الرامية للحفاظ على الانسان والمجال.

الصور من اللقاء

## إحداث خلية تتبع حقوق السجناء بالسجن المحلي في العيون

تم يوم أمس الأربعاء، إحداث خلية تتبع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء، بالسجن المحلي بالعيون، وذلك بمناسبة اليوم الوطني للسجين.

وتضم هذه الخلية، التي تم إحداثها خلال لقاء توافي نظمتها اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، لفائدة نزلاء السجن المحلي بالعيون، هيئة تتكون من أعضاء ينتمون إلى المؤسسة القضائية واللجنة الجهوية لحقوق الإنسان والمؤسسة السجنية التابعة للنفوذ الترابي للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة.

حضر هذا اللقاء والي جهة العيون - الساقية الحمراء، عامل إقليم العيون، السيد يحيى بوشعاب، وشخصيات مدنية وعسكرية والمنتخبون وفعاليات المجتمع المدني والهيئات الحقوقية.

وقال رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة، محمد سالم الشراوي، في كلمة بالمناسبة، إن إحداث هذه اللجنة يندرج في إطار توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بحماية حقوق السجناء وكذا الاهتمام المتواصل للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالعيون - السمارة بهذه الفئة وحماية حقوقها.

وذكر الوكيل العام للملك بالمقاربة الحقوقية والضمانات القانونية التي يوفرها القانون المغربي للسجناء والأشخاص المحتفظ بهم رهن الاعتقال الاحتياطي بما في ذلك مؤسسة قاضي تطبيق العقوبات، مشيراً إلى أن المشرع أتى بهذه المؤسسة لاستكمال بناء دولة الحق والقانون التي من أسسها صيانة كرامة الإنسان بصفة عامة والسجين بصفة خاصة ولتحقيق الغاية من العقوبة التي هي الإدماج والإصلاح عن طريق الرقابة القضائية على تنفيذ العقوبة السالبة للحرية ومحيط قضاء هذه العقوبة الذي هو المؤسسات السجنية.

يذكر أن اللجان الجهوية لحقوق الإنسان تقوم، في إطار الصلاحيات الموكولة إليها، بزيارات متواصلة للسجون التابعة لنفوذها الترابي، ومراقبة أوضاع السجناء، فضلاً عن تنظيمها لأنشطة إشعاعية وتحسيسية لفائدة نزلاء المؤسسات السجنية، ونشر ثقافة حقوق الإنسان والتوعية بقواعد معاملة السجناء.

<http://www.aljihatalmaghribia.com/news.php?extend.6362>

<http://dakhlapress.net/m/news6125.html>

## Journée internationale des droits de l'homme : le CNDH préconise le droit aux enfants de 15 à 18 ans de constituer leurs propres associations

Le **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** préconise, dans un mémorandum sur la liberté associative au Maroc, à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme, d'accorder aux enfants, âgés de 15 à 18 ans, le droit de constituer leurs propres associations.

Lors d'une conférence presse mercredi à Rabat, le président du CNDH, Driss El Yazami, a expliqué que le document préconise également d'exonérer les déclarations de constitution des associations et de renouvellement de leurs organes dirigeants des frais du timbre de dimension.

Il recommande en outre d'aligner le statut juridique des associations étrangères sur celui des associations nationales dans une perspective d'égalité de droits, conformément à la Constitution et à la nouvelle politique migratoire du Royaume.

Parmi ses recommandations, le mémorandum parle d'adopter un statut légal particulier pour les fondations, clarifiant leurs spécificités, les modalités d'obtention de ce statut, leur financement et leur administration et de mettre en place un cadre juridique statutaire de l'action associative bénévole et volontaire.

Il préconise, d'autre part, la révision du Dahir sur le droit d'association et l'amendement du Code de procédure pénale afin de permettre à toutes les associations légalement constituées, de se constituer en tant que partie civile dans toute action civile en réparation du dommage directement causé par un crime, un délit ou une contravention.

Le mémorandum sur la liberté associative au Maroc, a été présenté mercredi à la presse par le président du CNDH, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, célébrée le 10 décembre de chaque année, rappelle-t-on.

<http://www.barlamane.com/fr/journee-internationale-des-droits-de-lhomme-le-cndh-preconise-le-droit-aux-enfants-de-15-a-18-ans-de-constituer-leurs-propres-associations/>

## مجلس الزيمي يوصي بحق الأطفال في تأسيس جمعيات



المجلس الوطني لحقوق الإنسان  
Conseil national des droits de l'Homme

الخميس 10 ديسمبر 2015  
زايلوكم.كوم

دعا **المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، إلى إعطاء الأطفال ما بين 15 و18 سنة، الحرية في تأسيس الجمعيات، للتعبير عن آرائهم والمطالبة بحقوقهم. إدريس الزيمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي كان يتحدث، صباح اليوم الأربعاء، في ندوة صحفية بمقر المجلس بالرباط، خصصها لعرض مضامين مذكرته الجديدة، أشار إلى أن دعوته تأتي بناء على تقرير أصدره عن الطفولة في اليوم العالمي لحقوق الإنسان، مؤكدا على أن التحولات والتطورات التي عرفتھا الطفولة المغربية، تستوجب ضمان حقهم في التعبير عن آرائهم من خلال المشاركة في العمل الجماعي. مذكرة مجلس الزيمي، سلطت الضوء، على مسألة التجمع العمومي، حيث طالب بضمن حرية “الاجتماع والتجمهر والتظاهر السلمي”، من خلال إعفاء الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، والأحزاب السياسية، والهيئات النقابية والمنظمات المهنية من سابق التصريح لعقد تجمعاتها، وكذا تمكين المنظمين من نشر فريق لحفظ النظام بهدف تسهيل تنظيم الحدث، وضمن احترام كل قيد مبلغ طبقا للقانون.

<http://www.zaiolakom.com/?p=75647>





## اليزمي: التظاهر لا يهدد هيبة الدولة ويجب تغيير قوانين المظاهرات

برلمان. كوم

طالب **المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، بتغيير القوانين المنظمة للمظاهرات والاحتجاجات في المغرب، لضمان حرية التجمهر والتظاهر السلمي.

واعتبر أن التظاهر ظاهرة صحية لأنه يعبر على المواطنة، وليس مسألة خطيرة تهدد هيبة الدولة.

إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، قال في ندوة صحفية لتقديم مذكرتين للحكومة حول "التجمعات العمومية" و"حرية الجمعيات": "يجب تغيير القوانين المؤطرة لكل من التجمعات العمومية والجمعيات بالبلاد، لمواكبة التغييرات الحالية، ومطابقتها مع الاتفاقيات الدولية".

واقترح المجلس الوطني لحقوق الإنسان في مذكرته حول "التجمعات العمومية، بإدراج بند قانوني، يتيح لمسؤول القوات العمومية أو أي شخص مؤهل من قبله بالقيام بمحاولة تفاوض ووساطة قبل القيام بأي إنذار، وبند جديد ينص على أن كل عملية لاستعمال القوة ينبغي أن تتم تحت مراقبة وكيل الملك بالمحكمة الابتدائية.

وأوصى المجلس بإدخال بنود قانونية تضمن بشكل صريح سلامة الصحفيين و مهنيي الإعلام الذين يقومون بتغطية المظاهرات السلمية.

<http://www.seekpress.com/article-80434.htm>

<http://www.barlamane.com/%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%B2%D9%85%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%B8%D8%A7%D9%87%D8%B1-%D9%84%D8%A7-%D9%8A%D9%8F%D9%87%D8%AF%D9%8C%D8%AF-%D9%87%D9%8A%D8%A8%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AF%D9%88%D9%84%D8%A9-%D9%88/>

## أكادير: لقاء حول "حقوق الإنسان في محك محاربة الإرهاب" أبرز أنشطة تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان

**تنظم اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان أكادير** بشراكة مع جامعة ابن زهر أيام 09 و 11 و 12 دجنبر 2015 أنشطة إشعاعية حول حقوق الإنسان داخل الفضاء الجامعي تخليدا لليوم العالمي لحقوق الإنسان.

وتأتي هذه الأنشطة في إطار مساهمة اللجنة الجهوية في النهوض بثقافة حقوق الإنسان وتيسير النقاش العمومي المتعدد حول حماية وإعمال الحقوق الإنسانية وكذا تفعيل البرنامج السنوي للجنة في الشق المرتبط بتخليد الأيام الوطنية والدولية. كما تهدف هذه الأنشطة إلى تعريف الطلبة بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانته الجهوية لفتح وحلق جسور التواصل والتعاون معهم.

ويشمل برنامج تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان جملة من الفقرات منها مائدة مستديرة حول موضوع "حقوق الإنسان في محك محاربة الإرهاب" ستعقد يوم 09 دجنبر 2015 بشراكة مع فريق البحث في القانون والتكنولوجيا الحديثة بكلية العلوم القانونية، الاقتصادية والاجتماعية بأكادير تنظيم ابتداء من الساعة التاسعة و النصف صباحا بالقطب الجامعي الجديد قرب كلية الحقوق بأكادير.

كما سيتميز البرنامج بتخليد الأندية الطلابية بكلية الآداب والعلوم الإنسانية بأكادير لليوم العالمي لحقوق الإنسان حيث ستقوم ثمانية أندية بتقديم عروض، قراءات شعرية، عروض مسرحية، معرض للصور الفوتوغرافية حول الاعتقال السياسي بالمغرب، مسابقة في فن الخطابة وحقوق الإنسان ولقاء مفتوح مع الطلبة حول التمثيليات السردية و المسرحية لتجارب الاعتقال السياسي بالمغرب وذلك تنظيم يوم 11 دجنبر 2015.

ويشمل برنامج الأنشطة أيضا تنظيم يوم تواصل يوم 12 دجنبر 2015 مع طلبة الأندية الجامعية بالمدرسة الوطنية للتجارة والتسيير، حيث ستعرف فقرات هذا اليوم تقديم عرض للتعريف بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان ولجانته الجهوية وتقديم قراءة في كتاب من إصدار المجلس الوطني لحقوق الإنسان تحت عنوان "في التأسيس الفلسفي لحقوق الإنسان" ن بالإضافة إلى توزيع شواهد المشاركة على الأندية الجامعية المشاركة في تخليد اليوم العالمي لحقوق الإنسان.



## اليزمي يطالب بإعطاء الأطفال الحق في تأسيس الجمعيات



10 دجنبر 2015

Anayir.com

بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان (10 دجنبر من كل سنة)، أصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان (CNDH) بيانا صحفيا يتضمن مجموعة من التوصيات حول ما إعتبرها "حرية إنشاء الجمعيات و التجمعات".

و من ضمن الإقتراحات، المطالبة بإعطاء الأطفال (بين 15 و 18 سنة) الحق في إنشاء جمعيات، لكي "يشاركو في الدفاع عن حقوقهم".

<https://anayir.com/%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B3%D8%A9/%D8%A7%D9%84%D9%8A%D8%B2%D9%85%D9%8A-%D9%8A%D8%B7%D8%A7%D9%84%D8%A8-%D8%A8%D8%A5%D8%B9%D8%B7%D8%A7%D8%A1-%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B7%D9%81%D8%A7%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%82-%D9%81%D9%8A-%D8%AA%D8%A3%D8%B3%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D8%AC%D9%85%D8%B9%D9%8A%D8%A7%D8%AA>



## يوم دراسي بكلية العلوم والتقنيات بالحسيمة حول موضوع البيئة وحقوق الانسان + صور

الخميس 10 ديسمبر 2015 - 7:50 مساءً

ريف 24: [محمد الاصريحي](#)

نظمت **اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالحسيمة الناظور**، صباح يومه الخميس 10 دجنبر 2015، يوما دراسيا بمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان، حول موضوع "البيئة وحقوق الانسان"، وذلك بقاعة العروض التابعة لكلية العلوم والتقنيات بجامعة ايث يوسف وعلي، وبتأطير من مجموعة من الاساتذة والباحثين في مجال البيئة.

وقد عرف هذا اليوم الدراسي حضور مجموعة من الشخصيات السياسية والجمعوية بالإضافة الى طلبة كلية العلوم والتقنيات والمدرسة الوطنية للعلوم التطبيقية وأطر وتلاميذ ثانوية البادسي، وكذا أعضاء المجلس الجهوي لحقوق الإنسان.

وفي مستهل هذا اللقاء العلمي، القى كل من نائب عميد كلية العلوم والتقنيات، ورئيسة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان الحسيمة الناظور كلمة ترحيبية بهذه المناسبة، كما أدى رئيس جمعية "ايوما" أغنية تحمل عنوان "شكون انا" بخصوص هذه المناسبة.

هذا، وتناول الاستاذ حيكم المسعودي المداخلة الاولى، والتي كانت تتمحور حول موضوع "الواقع البشري بالمنتزه الوطني للحسيمة.. مساهمة في اقتراح حلول ممكنة"، في حين قدم الأستاذ محمد قيقاي عرضا حول المنتزه الوطني بالحسيمة، عرض فيه مجموعة من الإشكالات التي تتخبط فيها هذه المحمية الطبيعية، ومن جانبه تناول الدكتور محمد بادي الجانب القانوني والحقوقى الذي يؤثر موضوع البيئة.

وفي نفس المجال، حاول الاستاذ خالد الزيتوني الوقوف على إشكالية تدهور الموارد البحرية بالسواحل المتوسطة، مقدما مجموعة من الأرقام والبيانات حول ميناء الحسيمة الذي يعرف تراجع مقلقا في عائدات الثروة السمكية. وغير بعيد عن الموضوع، تطرق الاستاذ سمير سلطانة الى دور المعاهد البحرية في التنمية المستدامة والمحافظة على البيئة، متناولا ميناء الحسيمة نموذجا. ومن جانبه ركز مومن شيكار الاستاذ بكلية العلوم والتقنيات بالحسيمة على الجانب الثقافي والتعليمي، داعيا الى دراسة النظم البيئية وفهم تجلياتها العلمية مع فتح تخصصات في هذه الميادين.

وفي الختام، تمت تلاوة التوصيات والخلاصات الناتجة عن هذا اليوم الدراسي، ثم عرض فليم وثائقي "لنكسر جدار الصمت" لمخرجه طارق الإدريسي. ويذكر انه تم تنظيم مجموعة من الأروقة بفضاء الكلية، تخللتها بعض الأنشطة التحسيسية وعرض بعض السكيتشات حول موضوع البيئة.

<http://rif24.com/?p=4238>

## العيون: بيان للرأي العام حول امتناع معهد التكوين المهني من تسليم الدبلومات بعد اتمام الدراسة.

بيان للرأي العام

في إطار الإتفاقية المبرمة بين المجلس الإستشاري لحقوق الإنسان ومركز التكوين المهني سنة 2008 من أجل تكوين الضحايا وذويهم لولوج سوق الشغل بالتنسيق مع وكالة الكفاءات المهنية وبناء عليه في سنة 2010 تشكلت لجنة من الضحايا وخاضت حوار مع رئيس المكتب الإداري بالعيون لمجلس الإستشاري لحقوق الإنسان الذي نتج عنه اجتماع مع مندوب التكوين المهني بالعيون وبحضور ممثلين لضحايا ورئيس المكتب الإداري لحقوق الإنسان بالعيون وبحضور مستشار التوجيه بالتكوين حيث تم الإتفاق على عملية تسجيل اللوائح و التحاق المعنيين بمعاهد التكوين بالعيون مع تحديد الشعب حسب المؤهلات والمستويات الدراسية من أجل حصول الضحايا وذويهم المسجلون على شواهد تقنية و تأهيلية واستمرت العملية خمسة سنوات وللأسف لا زال المسؤولون عن التكوين يماطلون في تسليم الضحايا وذويهم الدبلومات بذريعة **بأن المجلس الوطني لحقوق الإنسان** لم يقيم بإستخلاص مستحقات الدراسة، وهنا أصبح الضحايا وذويهم ضحية مرة أخرى لعدم التزام المؤسسات المعنية بوعودها.

وعلى إثر هذا التعامل الغير مسؤول حرم بعض الضحايا وذويهم من حق ولوج مبادرات توظيف وايضا من الحق في الولوج إلى الإجازة المهنية.

وبمناسبة اليوم العالمي لحقوق الإنسان يهيب الضحايا وذويهم الضمائر الحية والهياآت والمنظمات الإنسانية التدخل من أجل رفع هذا الحيف الذي يتنافى مع مضمون الإتفاقية ويطالبون بحقوقهم بالحصول على شواهدهم التي عانوا من أجلها والتزموا لمدة ثلاثة سنوات من الدراسة مما سيدفع بهم إلى الخوض بمحطات نضالية لإنتزاع ما هو مشروع ومكتسب.

و ماضع حق ورائه مطالب.

## ورشة تحسيسية لوكلاء الملك و ضباط الشرطة القضائية حول مرض السيدا و حقوق الإنسان بمراكش

تنظم جمعية محاربة السيدا بشراكة مع **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** (اللجنة الجهوية لجهة مراكش) ورشة تحسيسية حول السيدا وحقوق الإنسان بعلاقة بالأشخاص المتعايشين مع فيروس السيدا و الفئات الأكثر عرضة للإصابة بالسيدا. وتندرج هذه الورشة في إطار مجهودات تفعيل المخطط الوطني للسيدا وحقوق الإنسان المتبنى من طرف وزارة الصحة و المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومن طرف كافة الفاعلين المدنيين و المؤسساتيين. وتستهدف هذه الورشة مجموعة من القضاة ووكلاء الملك و ضباط الشرطة القضائية. ستنتقل فعاليات الورشة ابتداء من الساعة التاسعة صباح وذلك يوم الخميس 10 دجنبر 2015 بفندق الاندلس بمراكش.



Tables rondes, expositions, films documentaires...

## Tan Tan-Guelmim fête les droits de l'Homme

La **Commission régionale des droits de l'Homme (CRDH) de Tan Tan-Guelmim** organise du 9 au 11 décembre des journées portes ouvertes à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de l'Homme. Ces journées s'assignent pour objectif de communiquer autour des différentes questions des droits de l'Homme et de la citoyenneté de manière à contribuer à la promotion de cette culture et encourager le débat public entre les acteurs sur les différentes thématiques des droits de l'Homme dans la région. Elles constituent aussi une occasion pour promouvoir les droits de l'Homme dans leur dimension universelle et jeter la lumière sur les actions et les missions dévolues au Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et à ses commissions régionales en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme. Cet événement est marqué par l'organisation de trois tables rondes dont la première se tient en partenariat avec l'association Attaoughil pour le développement à Guelmim sur le thème «Les moyens de protection des droits culturels de la population sahraouie». La deuxième rencontre, qui a pour thème «La participation des personnes en situation de handicap à la vie publique», est organisée en partenariat avec le réseau local des associations œuvrant en matière de handicap à Guelmim et l'Union provinciale des associations œuvrant en matière de handicap à Tan Tan. La troisième table ronde, qui aborde le problème de «La dislocation familiale à la lumière du code de la famille», est organisée en partenariat avec l'association Rimal pour le développement familial à Guelmim. Outre l'organisation de rencontres ouvertes avec les étudiants, l'enceinte de l'Université Ibn Zohr à Guelmim abrite une exposition permanente des publications du CNDH et une exposition des créations de personnes en situation de handicap. Le programme de ces journées comprend aussi la présentation, en partenariat avec l'Association des jeunes créateurs de Guelmim, des films documentaires «Mémoire en détention» et «Rouad Al Majhoul», qui est diffusé en partenariat avec l'association Achouala pour l'éducation et la culture à Tan Tan et l'Association des jeunes créateurs à Guelmim. A noter que le mandant territorial de cette commission concerne les communes et provinces suivantes : Guelmim, Sidi Ifni, Tan Tan et Assa-Zag.

## Oujda

# Une série d'activités pour la Journée internationale des droits de l'Homme

La **Commission régionale des droits de l'Homme (CRDH) Oujda-Figuig** organise, en collaboration avec l'Université Mohammed Ier, les 10 et 11 décembre à Oujda, une série d'activités et de rencontres en commémoration de la Journée internationale des droits de l'Homme. Figurent au programme une table ronde sur «Enseignement et recherche en droits de l'Homme dans l'université marocaine : expériences et perspectives, la faculté de droit d'Oujda-cas d'étude» et un atelier sur les engagements internationaux du Maroc en matière de droits de l'Homme : bilan et défis, indique un communiqué des organisateurs. Le programme comporte aussi une exposition des livres et publications du CNDH, la projection d'un long métrage sur les violations passées des droits de l'Homme au Maroc et l'organisation d'une manifestation sportive au complexe sportif universitaire.

## Prison locale de Laâyoune

# Création d'une cellule de suivi des recommandations du CNDH

Une cellule chargée du suivi des recommandations formulées par le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) en matière de protection des droits des prisonniers a été créée, mercredi à la prison locale de Laâyoune, à l'occasion de la journée nationale du prisonnier.

Cette cellule, mise en place lors d'une rencontre de communication organisée par la Commission régionale des droits de l'homme (CRDH) à Laâyoune-Smara au profit des pensionnaires de la prison locale de cette ville, comprend un comité composé de membres de l'institution pénitentiaire, de la CRDH et de l'établissement pénitentiaire relevant du ressort territorial de la CRDH de Laâyoune-Smara.

Dans une allocution de circonstance, le président de la CRDH Laâyoune

Smara, Mohamed Salem Cherkaoui a relevé que la création de ce comité s'inscrit dans le cadre de mise en œuvre des recommandations du CNDH relatives à la protection des droits des prisonniers et témoigne de l'intérêt qu'attache la CRDH à cette catégorie, notant que l'accent a été mis à cette occasion sur l'examen des droits des prisonniers et les moyens de les renforcer et les protéger. De son côté, le Procureur général du Roi près la cour d'appel de Laâyoune, Abdelkerim Chafai, a noté que le parquet général s'est engagé, d'une manière positive et active, dans le traitement des doléances et plaintes des prisonniers, rappelant à cet égard l'approche basée sur les droits de l'Homme et les garanties juridiques qu'offre le droit marocain au profit des prisonniers et des personnes placées en détention

préventive y compris l'institution du juge chargé de l'application des peines, venue parachever la construction de l'Etat de droit. Ont pris part à cette rencontre, le wali de la région Laâyoune-Sakia El Hamra, gouverneur de la province de Laâyoune, Yahdih Bouchaab, des personnalités civiles et militaires, les élus, les acteurs de la société civile et les représentants des instances des droits de l'Homme. Les commissions régionales des droits de l'Homme effectuent dans le cadre des prérogatives qui leur sont conférées des visites régulières aux prisons relevant de leurs ressorts territoriaux, afin de s'enquérir de la situation des prisonniers et organisent des activités de sensibilisation au profit des pensionnaires des établissements pénitentiaires.



## Institut national des beaux-arts de Tétouan

# "La migration et droits de l'Homme" au centre d'une manifestation artistique

Les travaux des journées de sensibilisation, organisées par le club des droits de l'Homme de l'Institut national des beaux-arts de Tétouan, se sont ouverts, mercredi à Tétouan, sous le thème "Migration et droits de l'Homme".

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été marquée par l'organisation d'une table ronde sous le thème "la consolidation de l'art dans le partage de la culture des droits de l'Homme", durant laquelle les intervenants ont mis l'accent sur le rôle crucial que joue l'art dans la consécration des droits de l'Homme, la promotion des valeurs de démocratie et d'ouverture et le traitement des questions sociétales qui préoccupent les citoyens.

Ils ont ainsi noté que le choix du thème de "la migration et droits de l'Homme" est judicieux, dans la mesure où cette rencontre vise à mettre l'accent sur les politiques humanitaires prônées par le Maroc à l'égard des citoyens issus des pays africains et de l'intérêt qu'accorde le Royaume aux questions régionales, notamment la migration.

Dans une déclaration, le directeur de l'Institut national des beaux-arts de Tétouan, Mehdi Zouak, a souligné que cette manifestation s'inscrit dans le cadre du partenariat liant son établissement et la commission régionale des droits de l'Homme de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, visant à mettre l'accent sur les valeurs des droits de l'Homme et de citoyenneté, notamment auprès des générations montantes et à offrir aux étudiants une plateforme d'échange autour des initiatives du Maroc pour la consécration des principes de droits de l'Homme, conformément aux dispositions de la Constitution de 2011 et aux accords internationaux en la matière signés par le

Royaume.

Il a indiqué que cette rencontre, organisée à l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme se veut une occasion pour débattre de l'approche novatrice adoptée par le Maroc quant à la question de l'immigration et de ses dimensions humanitaire et socioculturelle, qui fait preuve de l'engagement ferme du Royaume à la réalisation du développement durable, au renforcement de la paix et de la sécurité, et de lutte contre la discrimination sous toutes ses formes.

M. Zouak a, dans ce sens, assuré que ces deux journées de sensibilisation constituent également une occasion pour la présentation des créations artistiques des étudiants et des lauréats de l'Institut, mettant l'accent sur le rôle important que joue l'artiste dans la promotion de la culture artistique, ainsi que pour faire entendre la voix de la société.

Pour sa part, Nawfal Makhnass, membre de la commission régionale des droits de l'Homme de Tanger-Tétouan, a souligné que cette rencontre reflète le rôle de la création artistique dans la consécration de la culture des droits de l'Homme, d'autant plus que l'art constitue l'un des principaux moyens pour la diffusion de la culture des droits de l'Homme auprès des jeunes, mettant en avant la politique novatrice du Royaume dans le traitement de la question de la migration et la défense des droits des immigrés et exilés.

Il a tenu à préciser que cette manifestation vise aussi à mettre en place un espace de dialogue mutuel pour diffuser la culture des droits de l'Homme et sensibiliser les citoyens à leurs droits et obligations, notant que le Maroc a toujours été une terre d'accueil, de compréhension mutuelle et un territoire de l'interculturalisme, de cohabitation des religions et des civilisations.

Au programme de cette manifestation de deux jours, organisée sous l'égide de la commission régionale des droits de l'Homme Tanger-Tétouan et l'Institut national des beaux arts, figure l'organisation des ateliers pour enfants et un concours de créativité et d'échange artistique pour les étudiants de l'Institut, portant sur différents modes d'expression, dont la peinture, la photographie et la sculpture.



## Rencontre

Une leçon inaugurale sera donnée, le 16 décembre, par le secrétaire général du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**, Mohamed Sebbar, à l'initiative de l'Université Abdelmalek Essaâdi, en partenariat avec la commission régionale des droits de l'Homme de Tanger-Tétouan-Al Hoceima.

Cette leçon, qui sera abritée par la Faculté polydisciplinaire de Martil, se tiendra sous le thème "Les droits de l'Homme et les grands défis".

## Le **CNDH** recommande la révision du Dahir régissant les rassemblements publics

### *Appel à l'abrogation des peines privatives de liberté et au maintien des amendes*

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a recommandé dans un mémorandum sur le renforcement des garanties du droit de réunion, du rassemblement et de manifestation pacifique, présenté mercredi à Rabat, la révision du Dahir n° I-58-377 relatif aux rassemblements publics.

Ce mémorandum, dévoilé lors d'un point de presse par le président du CNDH, Driss El Yazami, en présence du secrétaire général du Conseil, Mohamed Sebbar, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre), recommande au législateur de procéder à la révision du Dahir n° I-58-377 du jourada I 1378 (15 novembre 1958) régissant les rassemblements publics, portant sur des dispositions communes aux réunions et aux rassemblements publics, sur certains articles du Dahir et sur les principes de l'utilisation de la force.

Le CNDH recommande ainsi d'abroger les peines privatives de liberté tout en maintenant les amendes prévues à l'article 9 pour les infractions du livre premier sur les réunions publiques, et celles prévues à l'article 14 pour les infractions du livre deux relatif aux manifestations sur la voie publique.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, le Conseil propose d'introduire dans les articles 3 et 11 la possibilité d'effectuer la déclaration préalable par voie électronique.

Pour ce qui est des propositions concernant certains articles du Dahir relatif aux rassemblements publics, le CNDH propose d'ajouter au principe de liberté des réunions publiques le principe de présomption de légalité des réunions jusqu'à preuve du contraire.

Il a, dans le cadre du même article, proposé de remplacer la définition actuelle de la réunion publique par une définition plus générale selon laquelle le terme réunion publique désigne la présence intentionnelle et temporaire de plusieurs personnes souhaitant exprimer un point de vue commun dans un espace public.

Le Conseil a, également, recommandé que l'article premier consacre l'obligation positive des autorités publiques de faciliter et de protéger les réunions pacifiques.

En vue de simplifier les procédures, le CNDH propose de remplacer les copies certifiées des cartes nationale d'identité, ou le cas échéant la carte de résident par la simple mention du numéro desdites cartes, et recommande, par ailleurs, de dispenser les associations légalement constituées, les partis politiques, les formations syndicales et les organismes professionnels de la déclaration préalable en vue de tenir des réunions publiques.

S'agissant de l'article 6, le CNDH propose d'en ajouter une disposition qui accorde aux organisateurs de la réunion, la possibilité de déployer un service d'ordre clairement identifiable, de manière à faciliter l'événement et à garantir le respect de toute restriction notifiée selon les voies légales, tout en précisant que ce service d'ordre ne dispose pas des pouvoirs conférés aux responsables des forces de l'ordre et ne devrait pas avoir recours à la force, mais s'efforcer d'obtenir la coopération des participants. Il estime que cette recommandation encouragera l'auto-organisation des réunions.

Le Conseil recommande, par ailleurs, d'introduire au niveau du même article un alinéa qui accorde aux associations, partis politiques, syndicats et aux autres groupes de fait, la possibilité d'utiliser des salles publiques sur leur demande, et selon des modalités à fixer par voie réglementaire.

Pour la partie réglementaire, le CNDH propose de convertir en décret la teneur de la circulaire du Premier ministre N° 28/99 du 5 novembre 1999 sur l'utilisation des salles publiques par les associations, les partis politiques et les organisations syndicales.

Pour ce qui est de l'article 11, le CNDH constate que la pratique a largement dépassé l'article 11 du Dahir de 1958 régissant les manifestations sur la voie publique, notant que depuis deux décennies, les manifestations sur la voie publique sont exercées par des groupes de fait (coordinations, associations de fait, coalitions territoriales et thématiques, unions des diplômés chômeurs, etc.) autres que ceux prévus par l'article 11 (associations, partis, syndicats, organismes professionnels). L'évolution de la pratique justifie de l'avis du Conseil l'urgence de réviser cet article en accordant le droit d'organiser des manifestations sur la voie publique aux personnes physiques et morales.

Quant à l'article 13, le CNDH propose d'en introduire une disposition qui permet aux signataires de la déclaration d'introduire un recours contre la décision d'interdiction auprès du tribunal administratif compétent, qui statue en référé et donne une ordonnance de référé à cet effet.

Dans le cadre de la facilitation des manifestations spontanées, qui s'inscrit dans le cadre de l'obligation positive des autorités publiques en matière de facilitation et de protection de l'exercice des libertés objet de cette contribution, le CNDH recommande de modifier cet article en abrogeant toute sanction contre les personnes qui ont participé à une manifestation non déclarée.

Concernant les propositions relatives à l'utilisation de la force, le CNDH propose d'introduire au niveau de l'article 21 une disposition permettant au responsable des forces de l'ordre ou toute autre personne habilitée par lui de mener une tentative de négociation-médiation avant de procéder aux sommations.

Dans le même cadre, le CNDH recommande d'introduire entre les articles 25 et 26 une nouvelle disposition qui consacre explicitement deux principes qui doivent régir le recours à la force, à savoir la nécessité et la proportionnalité. Des textes réglementaires doivent définir, de l'avis du Conseil, les modes opératoires concernant le recours à la force sur la base de ces deux principes précités.

Le CNDH recommande également que cette nouvelle disposition prévoit que toute opération de recours à la force doit être sous le contrôle du procureur du Roi près le tribunal de première instance.

Enfin, le CNDH rappelle dans le même cadre que les dispositions proposées doivent également garantir explicitement la sécurité des journalistes et des professionnels des médias qui couvrent les manifestations pacifiques.

Par ailleurs, le mémorandum sur la révision du cadre juridique régissant les rassemblements publics se veut une contribution du CNDH au débat public relatif à la mise en œuvre des garanties constitutionnelles relatives aux libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique prévues par l'article 29 de la Constitution.

Cette contribution s'est basée sur les conclusions d'une étude commanditée par le Conseil sur l'exercice du droit de manifester ainsi que sur les recommandations issues des ateliers thématiques organisés par le Conseil avec les ONG, les magistrats, les avocats, et les représentants des différents départements et

administrations concernés par la gestion des libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique.

Le CNDH a pris en considération, dans la conception de ses recommandations relatives à la réforme du cadre juridique régissant les rassemblements publics, les engagements internationaux du Maroc, les références des instances onusiennes (résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, résolutions du Conseil des droits de l'Homme, recommandations du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association) et régionales (avis de la Commission de Venise relevant du Conseil de l'Europe). Le Conseil a rappelé, en outre, les recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER) ainsi que la jurisprudence nationale en matière de gestion de la liberté de manifestation pacifique.

En présentant ce mémorandum, Driss El Yazami a souligné la progression importante du nombre des rassemblements et manifestations organisés au Maroc et rappelé que durant la période 2013-2014 près de 14.000 manifestations et rassemblements ont été organisés, soit une moyenne de 36 manifestations par jour. Et de souligner que ces manifestations et rassemblements constituent «des phénomènes sains» à travers lesquels les citoyens exigent leurs droits, représentent l'une des expressions de la citoyenneté et reflètent leur maturité en exprimant leurs revendications par des moyens pacifiques.

M. El Yazami a aussi rappelé que l'année 2014 a connu 303 interventions des forces de sécurité, un taux relativement faible comparativement au grand nombre de manifestations et de rassemblements, soulignant que le Conseil encourage l'adoption du cadre juridique de déclaration des manifestations en plus de plusieurs recommandations visant à garantir le droit de manifester pacifiquement.

Ce mémorandum, élaboré par le CNDH dans le cadre de ses prérogatives visant à promouvoir la protection des droits de l'Homme, a été adressé au chef du gouvernement en novembre dernier.



17.832/11-5

# Révision du Dahir régissant les rassemblements publics : Le CNDH recommande l'abrogation des peines privatives de liberté

## Contrôle par le procureur du Roi du recours à la force

Le Conseil national des droits de l'Homme a adressé récemment deux mémorandums au chef du gouvernement relatifs, le premier aux rassemblements publics et, le second, à la liberté associative.



En matière de simplification de la procédure de déclaration préalable des manifestations sur la voie publique, les propositions du CNDH concernent la révision du Dahir n°1-58-377 du 3 joumada Ier 1378 (15 novembre 1958) relatif aux rassemblements publics visant, à mettre en œuvre les dispositions de l'article 29 de la constitution qui consacre explicitement la liberté de manifestation pacifique. En matière de gestion des différentes formes d'exercice des libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique, elles visent à renforcer la logique déclarative et libérale qui caractérise la législation nationale des libertés publiques depuis 1958. Le CNDH propose dans cette contribution une démarche qui accorde à la justice le pouvoir qui lui sied en tant que régulatrice et garante des libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation spécifique en vertu des articles 29 et 117 de la Constitution. Cette démarche propose un accès plus accéléré à la justice dans le contexte du contentieux lié à la gestion des libertés garanties par l'article 29 de la Constitution.

» Page 5

Par ses mémorandum, le CNDH entend contribuer au processus de production des lois organiques et ordinaires, ainsi qu'au débat public relatif à la liberté associative en présentant à travers ses deux mémorandums. Il se déclare conscient de l'impact de la législation en matière de libertés publiques sur la protection des droits civils et politiques garantis par la Constitution, en accordant un intérêt particulier et légitime aux libertés publiques en général et au cadre juridique régissant la liberté de réunion et de manifestation pacifique en particulier.

17.832/11-5

# Révision du Dahir régissant les rassemblements publics : Le CNDH recommande l'abrogation des peines privatives de liberté

## Contrôle par le procureur du Roi du recours à la force

Dans son mémorandum, le CNDH identifie quatre éléments qui, de son avis, doivent être codifiés dans le nouveau cadre juridique régissant les libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique :

- La consécration du droit des manifestants d'accéder à l'espace public, selon les modalités qui peuvent être définies par la loi, par le règlement et d'un commun accord entre les manifestants et l'administration, ainsi que l'établissement des mécanismes de communication appropriés à cet effet ;
- Le devoir des autorités en matière de protection de tous les manifestants sans discrimination, contre toutes formes de menace et de harcèlement ;
- La consécration par la loi des dispositions qui garantissent explicitement la sécurité des journalistes et des professionnels des médias qui couvrent les manifestations pacifiques, en tenant compte de leur rôle spécifique, de leur exposition et de leur vulnérabilité ;
- La consécration dans la loi régissant les libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique des principes élémentaires régissant le recours à la force, notamment les principes de nécessité et de proportionnalité.

Le CNDH retient plusieurs conclusions tirées de l'analyse de différents documents de référence dont, en ce qui concerne le cadre juridique régissant les droits garantis par l'article 29 de la Constitution, l'introduction d'une disposition qui engage les autorités, lorsqu'une réunion fait l'objet de restrictions conformément aux normes et critères internatio-

naux relatifs aux droits de l'Homme, des solutions de remplacement raisonnables en termes de réunions pacifiques, qui ne devraient pas s'écarter de l'objet et du public ciblés ;

Il retient la formule consacrant explicitement la présomption de légalité des réunions pacifiques jusqu'à preuve du contraire, ainsi que le devoir des autorités concernées en matière de facilitation et de protection des réunions pacifiques notamment par la négociation et la médiation. Le CNDH a examiné plusieurs éléments de la jurisprudence marocaine en matière d'exercice libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique. Il précise que plusieurs arrêtés s'inscrivent dans la logique libérale du Dahir de 1958 et du CNDH, et méritent d'être codifiés dans la révision du cadre juridique régissant de cette contribution.

**Propositions concernant la révision du Dahir de 1958**

Le CNDH propose de réviser le Dahir N° 1-58-377 du 3 joumada Ier 1378 (15 novembre 1958) relatif aux rassemblements publics et recommandant :

- d'ajouter systématiquement le terme « carte de résidence » à côté de la carte d'identité nationale.
- Le CNDH propose d'abroger les peines privatives de liberté tout en maintenant les amendes prévues à l'article 9 pour les infractions du livre premier sur les réunions publiques, et celles prévues à l'article 14 pour les infractions du livre



deux relatif aux manifestations sur la voie publique.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, le Conseil propose d'introduire dans les articles 3 et 11 la possibilité d'effectuer la déclaration préalable par voie électronique.

Le CNDH propose d'ajouter au principe de liberté des réunions publiques le principe de présomption de légalité des réunions jusqu'à preuve du contraire.

Dans le cadre du même article, le Conseil propose de remplacer la définition actuelle de la réunion publique par une définition plus générale selon laquelle le terme « réunion publique » désigne la présence intentionnelle et temporaire de plusieurs personnes souhaitant exprimer un point de vue commun dans un espace public.

Le Conseil recommande également que l'article premier consacre l'obligation posi-

tive des autorités publiques de faciliter et de protéger les réunions pacifiques.

En vue de simplifier les procédures, le CNDH propose de remplacer les copies certifiées des cartes d'identité nationales, ou le cas échéant la carte de résident par la simple mention du numéro des dites cartes.

Le CNDH recommande par ailleurs de dispenser les associations légalement constituées, les partis politiques, les formations syndicales et les organismes professionnels de la déclaration préalable en vue de tenir des réunions publiques.

Le CNDH propose d'ajouter à cet article une disposition qui accorde aux organisateurs de la réunion, la possibilité de déployer un service d'ordre clairement identifiable, de manière à faciliter l'événement et à garantir le respect de toute restriction notifiée selon les voies légales, tout en précisant que ce service d'ordre ne dispose pas

des pouvoirs conférés aux responsables des forces de l'ordre et ne devrait pas avoir recours à la force, mais s'efforcer d'obtenir la coopération des participants. Le Conseil estime que cette recommandation encouragera l'auto-organisation des réunions.

Le Conseil recommande par ailleurs d'introduire au niveau du même article un alinéa qui accorde aux associations, partis politiques, syndicats et aux autres groupes de fait, la possibilité d'utiliser des salles publiques sur leur demande, et selon des modalités à fixer par voie réglementaire. Pour la partie réglementaire, le CNDH propose de convertir en décret la teneur de la circulaire de M. le Premier ministre N° 28/99 du 5 novembre 1999 sur l'utilisation des salles publiques par les associations, les partis politiques et les organisations syndicales.

Le CNDH constate que la pratique a largement dépassé l'article 11 du Dahir de 1958 régissant les manifestations sur la voie publique. Depuis deux décennies, les manifestations sur la voie publique sont exercées par des groupes de fait (coordinations, associations de fait, coalitions territoriales et thématiques, unions des diplômés chômeurs, etc.) autres que ceux prévus par l'article 11 (associations, partis, syndicats, organismes professionnels).

L'évolution de la pratique justifie, de l'avis du Conseil, l'urgence de réviser cet article en accordant le droit d'organiser des manifestations sur la voie publique aux personnes physiques et morales.

Le CNDH propose d'introduire dans cet article une disposition qui permet aux signataires de la déclaration d'introduire un recours contre la décision d'interdiction

auprès du tribunal administratif compétent, qui statue en référé et donne une ordonnance de référé à cet effet.

Dans le cadre de la facilitation des manifestations spontanées, qui s'inscrit dans le cadre de l'obligation positive des autorités publiques en matière de facilitation et de protection de l'exercice des libertés objet de cette contribution, le CNDH recommande de modifier cet article en abrogeant toute sanction contre les personnes qui ont participé à une manifestation non déclarée.

Le CNDH propose d'introduire au niveau de l'article 21 une disposition permettant au responsable des forces de l'ordre ou toute autre personne habilitée par lui de mener une tentative de négociation-médiation avant de procéder aux sommations.

Dans le même cadre, le CNDH recommande d'introduire entre les articles 25 et 26 une nouvelle disposition qui consacre explicitement deux principes qui doivent régir le recours à la force à savoir la nécessité et la proportionnalité. Des textes réglementaires doivent définir, de l'avis du Conseil, les modes opératoires concernant le recours à la force sur la base de ces deux principes précités.

Le CNDH recommande également que cette nouvelle disposition prévoie que toute opération de recours à la force doit être effectuée sous le contrôle du procureur du Roi près le tribunal de première instance.

Enfin, le CNDH rappelle dans le même cadre que les dispositions proposées doivent également garantir explicitement la sécurité des journalistes et des professionnels des médias qui couvrent les manifestations pacifiques.





## Le Conseil des droits de l'Homme réclame plus de libertés publiques

1144/8

Le Conseil national des droits de l'Homme a rendu publics, mercredi 9 décembre 2015, deux mémorandums dans lesquels elle appelle au renforcement des libertés publiques dans le Royaume.



Les nouvelles recommandations concernent essentiellement les garanties du droit de réunion, du rassemblement et de manifestation pacifique. Concrètement, le CNDH appelle à la révision du Dahir n° 1-58-377 du jourada I 1378 (15 novembre 1958) régissant les rassemblements publics, dans l'optique d'abroger les peines privatives de liberté tout en maintenant les amendes prévues. Autre détail intéressant, les deux mémorandums appellent à dispenser les organismes légalement constitués de la déclaration préalable en vue de tenir des réunions publiques, et abroger toute sanction contre les personnes qui ont participé à une manifestation non déclarée.

Egalement, les propositions du CNDH visent à réformer le cadre juridique régissant les associations, en garantissant la liberté l'indépendance du tissu associatif ■



«La situation des droits de l'Homme au Maroc s'est nettement améliorée depuis les années 1990, à la faveur de la prise de décisions courageuses et de l'adhésion aux différentes conventions internationales» ■



Mohamed Sebbar,  
*secrétaire général du Conseil national  
des droits de l'Homme (CNDH)*



## Tout savoir sur les rassemblements

**L**e Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a rendu public, le 9 décembre à Rabat, deux mémorandums sur les rassemblements publics et la liberté associative. Des textes qui ont été adressés au chef du gouvernement en novembre dernier. Le premier vise le renforcement des garanties du droit de réunion, de rassemblement et de manifestation. Alors que le second propose des pistes de solutions aux contraintes juridiques et pratiques structurelles, qui limitent le développement du tissu associatif.





## Le **CNDH** recommande la révision du Dahir régissant les rassemblements publics (mémoire)

Rabat, 09 déc. 2015 (MAP) - Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a recommandé dans un mémoire sur le renforcement des garanties du droit de réunion, du rassemblement et de manifestation pacifique, présenté mercredi à Rabat, la révision du Dahir n° I-58-377 relatif aux rassemblements publics.

Ce mémoire, dévoilé lors d'un point de presse par le président du CNDH, M. Driss El Yazami en présence du Secrétaire général du Conseil Mohamed Sebbar à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre), recommande au législateur de procéder à la révision du Dahir n° I-58-377 du jourda I 1378 (15 novembre 1958) régissant les rassemblements publics, portant sur des dispositions communes aux réunions et aux rassemblements publics, sur certains articles du Dahir et sur les principes de l'utilisation de la force.

Le CNDH recommande ainsi d'abroger les peines privatives de liberté tout en maintenant les amendes prévues à l'article 9 pour les infractions du livre premier sur les réunions publiques, et celles prévues à l'article 14 pour les infractions du livre deux relatif aux manifestations sur la voie publique.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, le Conseil propose d'introduire dans les articles 3 et 11 la possibilité d'effectuer la déclaration préalable par voie électronique.

Pour ce qui est des propositions concernant certains articles du dahir relatif aux rassemblements publics le CNDH propose d'ajouter au principe de liberté des réunions publiques le principe de présomption de légalité des réunions jusqu'à preuve du contraire.

Il a, dans le cadre du même article, proposé de remplacer la définition actuelle de la réunion publique par une définition plus générale selon laquelle le terme réunion publique désigne la présence intentionnelle et temporaire de plusieurs personnes souhaitant exprimer un point de vue commun dans un espace public.

Le conseil a, également, recommandé que l'article premier consacre l'obligation positive des autorités publiques de faciliter et de protéger les réunions pacifiques.

En vue de simplifier les procédures, le CNDH propose de remplacer les copies certifiées des cartes nationale d'identité, ou le cas échéant la carte de résident par la simple mention du numéro desdites cartes, et recommande, par ailleurs, de dispenser les associations légalement constituées, les partis politiques, les formations syndicales et les organismes professionnels de la déclaration préalable en vue de tenir des réunions publiques.

S'agissant de l'article 6, le CNDH propose d'en ajouter une disposition qui accorde aux organisateurs de la réunion, la possibilité de déployer un service d'ordre clairement identifiable, de manière à faciliter l'événement et à garantir le respect de toute restriction notifiée selon les voies légales, tout en précisant que ce service d'ordre ne dispose pas des pouvoirs conférés aux responsables des forces de l'ordre et ne devrait pas avoir recours à la force, mais s'efforcer d'obtenir la coopération des participants. Il estime que cette recommandation encouragera l'auto-organisation des réunions.

Le Conseil recommande, par ailleurs, d'introduire au niveau du même article un alinéa qui accorde aux associations, partis politiques, syndicats et aux autres groupes de fait, la possibilité d'utiliser des salles publiques sur leur demande, et selon des modalités à fixer par voie réglementaire.

Pour la partie réglementaire, le CNDH propose de convertir en décret la teneur de la circulaire du Premier ministre N 28/99 du 5 novembre 1999 sur l'utilisation des salles publiques par les associations, les partis politiques et les organisations syndicales.

Pour ce qui est de l'article 11, le CNDH constate que la pratique a largement dépassé l'article 11 du Dahir de 1958 régissant les manifestations sur la voie publique, notant que depuis deux décennies, les manifestations sur la voie publique sont exercées par des groupes de fait (coordinations, associations de fait, coalitions territoriales et thématiques, unions des diplômés chômeurs, etc.) autres que ceux prévus par l'article 11 (associations, partis, syndicats, organismes professionnels). L'évolution de la pratique justifie de l'avis du conseil l'urgence de réviser cet article en accordant le droit d'organiser des manifestations sur la voie publique aux personnes physiques et morales.

Quant à l'article 13, le CNDH propose d'en introduire une disposition qui permet aux signataires de la déclaration d'introduire un recours contre la décision d'interdiction auprès du tribunal administration compétent, qui statue en référé et donne une ordonnance de référé à cet effet.

Dans le cadre de la facilitation des manifestations spontanées, qui s'inscrit dans le cadre de l'obligation positive des autorités publiques en matière de facilitation et de protection de l'exercice des libertés objet de cette contribution, le CNDH recommande de modifier cet article en abrogeant toute sanction contre les personnes qui ont participé à une manifestation non déclarée.

Concernant les propositions relatives à l'utilisation de la force, le CNDH propose d'introduire au niveau de l'article 21 une disposition permettant au responsable des forces de l'ordre ou toute autre personne habilitée par lui de mener une tentative de négociation-médiation avant de procéder aux sommations.

Dans le même cadre, le CNDH recommande d'introduire entre les articles 25 et 26 une nouvelle disposition qui consacre explicitement deux principes qui doivent régir le recours à la force à savoir la nécessité et la proportionnalité. Des textes réglementaires doivent définir, de l'avis du Conseil, les modes opératoires concernant le recours à la force sur la base de ces deux principes précités.

Le CNDH recommande également que cette nouvelle disposition prévoie que toute opération de recours à la force doit être sous le contrôle du procureur du Roi près le tribunal de première instance.

Enfin, le CNDH rappelle dans le même cadre que les dispositions proposées doivent également garantir explicitement la sécurité des journalistes et des professionnels des médias qui couvrent les manifestations pacifiques.

Par ailleurs, le mémorandum sur la révision du cadre juridique régissant les rassemblements publics se veut une contribution du CNDH au débat public relatif à la mise en œuvre des garanties constitutionnelles relatives aux libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique prévues par l'article 29 de la Constitution.

Cette contribution s'est basée sur les conclusions d'une étude commanditée par le Conseil sur l'exercice du droit de manifester ainsi que sur les recommandations issues des ateliers thématiques organisés par le Conseil avec les ONG, les magistrats, les avocats, et les représentants des différents départements et administrations concernés par la gestion des libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique.

Le CNDH a pris en considération, dans la conception de ses recommandations relatives à la réforme du cadre juridique régissant les rassemblements publics, les engagements internationaux du Maroc, les références des instances onusiennes (résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, résolutions du Conseil des droits de l'Homme, recommandations du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association) et régionales (Avis de la Commission de Venise relevant du Conseil de l'Europe).

Le Conseil a rappelé, en outre, les recommandations de l'Instance d'équité et de réconciliation IER ainsi que la jurisprudence nationale en matière de gestion de la liberté de manifestation pacifique.

En présentant ce mémorandum, M. Driss El Yazami a souligné la progression importante du nombre des rassemblements et manifestations organisées au Maroc et rappelé que durant la période 2013-2014 près de 14.000 manifestations et rassemblements ont été organisés, soit une moyenne de 36 manifestations par jour.

Et de souligner que ces manifestations et rassemblements constituent "des phénomènes sains" à travers lesquels les citoyens exigent leurs droits, représentent l'une des expressions de la citoyenneté et reflètent leur maturité en exprimant leurs revendications par des moyens pacifiques.

M. El Yazami a aussi rappelé que l'année 2014 a connu 303 interventions des forces de de sécurité, un taux

relativement faible comparativement au grand nombre de manifestations et de rassemblements, soulignant que le Conseil encourage l'adoption du cadre juridique de déclaration des manifestations en plus de plusieurs recommandations visant à garantir le droit de manifester pacifiquement.

Ce mémorandum, élaboré par le CNDH dans le cadre de ses prérogatives visant à promouvoir la protection des droits de l'Homme, a été adressé au Chef du gouvernement en novembre dernier. NA---  
TRA/EXP. KN



## COP 21 : Appel à l'intégration de l'approche genre dans l'élaboration et mise en œuvre de l'accord sur le climat

Paris, 08 déc. 2015 (MAP) Les participants à une rencontre organisée mardi au pavillon marocain à la Conférence des Nations unies sur le climat (COP 21) à Paris ont appelé à intégrer l'approche genre dans le processus de négociation, d'élaboration et de mise en œuvre de l'accord sur le climat attendu à l'issue de cette conférence.

Les intervenants lors de cette rencontre, initiée à l'occasion de la journée du genre à la COP 21, ont souligné que les femmes sont les premières victimes des répercussions du dérèglement climatique, étant les plus vulnérables aux catastrophes naturelles causées par le changement climatique, de même qu'elles font face les premières, notamment dans les pays pauvres et en voie de développement, aux problématiques comme la sécheresse ou la désertification.

Paradoxalement, le processus de négociations climatiques mondiales a, jusqu'à présent, largement marginalisé les femmes, alors même qu'elles jouent un rôle prépondérant dans l'atténuation des effets du réchauffement climatique à travers leur action au quotidien pour l'adaptation à cette nouvelle réalité.

A cet égard, la Secrétaire d'Etat française chargée des Droits des femmes, Pascale Boistard, a souligné que l'intégration du principe de l'égalité homme/femme constitue l'un des critères essentiels au succès de l'Accord de Paris et de l'Agenda des solutions contre le réchauffement climatique.

Elle a aussi relevé qu'une cinquantaine de pays seulement ont intégré des mesures en faveur des femmes dans leur contributions nationales (INDC) à la COP 21, notant que la présidence par la France de la COP 21 et par le Maroc lors de la prochaine COP 22 offre l'occasion de placer la question des femmes au centre du processus climatique mondial, les deux pays s'accordant sur la nécessité de renforcer les droits des femmes et leur participation politique et sociale.

De son côté, l'envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les changements climatiques, Mary Robinson, a mis l'accent sur la situation des femmes dans les pays pauvres, qui sont les plus touchées par les conséquences du dérèglement climatique, soulignant que l'établissement de la justice climatique passe par le renforcement des capacités de ces femmes et leur participation aux politiques et initiatives dans ce domaine, à l'intérieur comme à l'extérieur du système des Nations unies.

Pour sa part, le président du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)**, **Driss El Yazami**, a mis en exergue l'importance de cette rencontre pour la promotion du rôle des femmes dans le processus de réponse au changement climatique, afin qu'elles ne soient plus seulement des victimes de ce dérèglement mais des actrices à part entière contre ce phénomène.(MAP). HE---BI. LB

## Création à la prison locale de Laâyoune d'une cellule de suivi des recommandations du **CNDH** relatives à la protection des droits des prisonniers

Laâyoune, 09 déc. 2015 (MAP) - Une cellule chargée du suivi des recommandations formulées par le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) en matière de protection des droits des prisonniers a été créée, mercredi à la prison locale de Laâyoune, à l'occasion de la journée nationale du prisonnier.

Cette cellule, mise en place lors d'une rencontre de communication organisée par la Commission régionale des droits de l'homme (CRDH) à Laâyoune-Smara au profit des pensionnaires de la prison locale de cette ville, comprend un comité composé de membres de l'institution pénitentiaire, de la CRDH et de l'établissement pénitentiaire relevant du ressort territorial de la CRDH de Laâyoune-Smara.

Dans une allocution de circonstance, le président de la CRDH Laâyoune Smara, Mohamed Salem Cherkaoui a relevé que la création de ce comité s'inscrit dans le cadre de mise en oeuvre des recommandations du CNDH relatives à la protection des droits des prisonniers et témoigne de l'intérêt qu'attache la CRDH à cette catégorie, notant que l'accent a été mis à cette occasion sur l'examen des droits des prisonniers et les moyens de les renforcer et les protéger.

De son côté, le Procureur général du Roi près la cour d'appel de Laâyoune, Abdelkerim Chafai, a noté que le parquet général s'est engagé, d'une manière positive et active, dans le traitement des doléances et plaintes des prisonniers, rappelant à cet égard l'approche basée sur les droits de l'homme et les garanties juridiques qu'offre le droit marocain au profit des prisonniers et des personnes placées en détention préventive y compris l'institution du juge chargé de l'application des peines, venue parachever la construction de l'Etat de droit.

Ont pris part à cette rencontre, le wali de la région Laâyoune-Sakia El Hamra, gouverneur de la province de Laâyoune, Yahdih Bouchaab, des personnalités civiles et militaires, les élus, les acteurs de la société civile et les représentants des instances des droits de l'homme.

Les commissions régionales des droits de l'homme effectuent dans le cadre des prérogatives qui leur sont conférées des visites régulières aux prisons relevant de leurs ressorts territoriaux, afin de s'enquérir de la situation des prisonniers et organisent des activités de sensibilisation au profit des pensionnaires des établissements pénitentiaires. DM---TRA. KN

## La situation des droits de l'Homme au Maroc s'est nettement améliorée, des défis restent à relever (M. Sebbar)

Rabat, 10 déc. 2015 (MAP) - La situation des droits de l'Homme au Maroc s'est nettement améliorée depuis les années 90 du siècle dernier, à la faveur de la prise de décisions et de mesures courageuses et de l'adhésion aux différentes conventions internationales en la matière, a affirmé le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mohamed Sebbar.

"Personne ne peut contester le fait que la promotion et la protection des droits de l'Homme au Maroc ont connu un développement notable et que les bases d'un Etat de droit ont été mises en place grâce à des décisions importantes et courageuses prises dans ce sens", a souligné M. Sebbar dans un entretien à la MAP à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, consacrée cette année au lancement d'une campagne marquant le 50e anniversaire des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'Homme: le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Grâce à son ouverture politique, le Maroc a adhéré à la grande majorité des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, en particulier les sept principaux instruments, et adopté plusieurs lois et textes législatifs qui consolident le choix irréversible du Royaume de faire du respect des droits de l'Homme une idéologie et une réalité quotidienne, a fait valoir le secrétaire général du CNDH, ajoutant que ce processus a été couronné, en 2011, par l'adoption d'une nouvelle Constitution qui consacre les droits et les libertés.

Le Royaume a lancé également la réforme de la justice, un chantier "très ambitieux" eu égard à l'importance primordiale de la justice dans la préservation des droits et la défense des libertés, a-t-il expliqué, faisant remarquer que le Maroc est le seul pays arabo-africain qui a pris la décision "historique et avant-gardiste" d'abandonner la poursuite de civils devant les tribunaux militaires.

M. Sebbar a rappelé, en outre, que le Maroc a suivi une démarche réconciliatrice pour tourner la page des violations passées des droits de l'Homme à travers la création de l'Instance équité et réconciliation (IER), une expérience "exemplaire et inédite" en Afrique et dans le monde arabe, assurant que plusieurs pays arabes, africains et latino-américains veulent tirer profit de cette expérience.

Ces acquis, aussi nombreux qu'efficaces, ont permis au Maroc de devenir une référence et un exemple à suivre par les pays de la région et ailleurs, a tenu à signaler M. Sebbar, ajoutant que le CNDH accompagne cette dynamique par des rapports, des recommandations et des mémorandums qui suscitent un débat fructueux sur plusieurs questions sensibles.

Après avoir mis en exergue l'importance du rôle joué par la société civile dans la promotion et la préservation des droits de l'Homme, M. Sebbar a affirmé que le CNDH est résolument engagé pour assumer pleinement sa responsabilité en tant qu'instance qui veille à l'observation, au suivi et à la surveillance de la situation des droits de l'Homme aux niveaux national et régional.

Malgré les avancées enregistrées en matière des droits de l'Homme au Maroc, des défis subsistent sur plusieurs questions ayant trait à la consolidation des droits économiques, culturels et sociaux, a-t-il relevé, citant en particulier les défis liés au développement, à l'égalité économique entre les milieux rural et urbain, à la révision des textes réglementant le droit d'association et des rassemblements publics pacifiques, à l'usage démesuré de la force lors des manifestations, au terrorisme, à l'environnement ou encore à l'immigration.

M. Sebbar a exhorté le gouvernement et les autorités compétentes à fournir davantage d'efforts pour renforcer les acquis obtenus et remédier aux lacunes, en vue de faire entrer le Maroc dans le club des pays les plus avancés et développés en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme.



## L'université Ibn Zohr d'Agadir abrite plusieurs activités axées sur le thème des droits de l'Homme

Agadir, 10 déc. 2015 (MAP) - Plusieurs établissements d'enseignement supérieur relevant de l'université Ibn Zohr d'Agadir abritent, jusqu'au 12 décembre courant, une large panoplie d'activités axées sur le thème des droits de l'Homme, et ce à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre).

Ces activités, organisées par la Commission régionale des droits de l'homme d'Agadir en partenariat avec l'université Ibn Zohr, s'inscrivent dans le cadre de la contribution de cette commission à la promotion de la culture des droits de l'Homme, à la facilitation d'un débat public pluriel sur la protection des droits de l'Homme et à la mise en oeuvre du programme annuel de ladite commission, notamment le volet relatif à la célébration des journées nationales et internationales.

A travers l'organisation de ces activités, la commission régionale des droits de l'homme d'Agadir vise à faire connaître aux étudiants le rôle et les attributions du **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** et ses commissions régionales en vue de leur permettre d'établir des ponts de communication et de coopération avec le CNDH et ses commissions régionales.

Au programme de ces activités figurent notamment l'organisation d'une table ronde sur "Les droits de l'Homme à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme", en partenariat avec le groupe de recherche en droit et technologie moderne relevant de la faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales d'Agadir.

Au menu de ces manifestations figurent également nombre d'activités qui seront organisées par les clubs étudiants à la Faculté des lettres et des sciences humaines notamment des lectures poétiques et la présentation de pièces de théâtre en relation avec la thématique des droits de l'Homme.

En outre, les organisateurs prévoient le lancement d'un concours sur l'art discursif et les droits de l'Homme, et la tenue d'une rencontre ouverte avec les étudiants axée sur la présentation de récits adaptés au théâtre et de pièces théâtrales sur des expériences d'anciens détenus politiques au Maroc.

Les activités englobent également une journée de communication avec les étudiants membres des clubs universitaires de l'Ecole nationale de commerce et de gestion d'Agadir qui sera marquée par la présentation d'un exposé sur le CNDH et ses commissions régionales et la lecture d'extraits du livre intitulé "Des fondements philosophiques des droits de l'Homme" publié par le CNDH. NE---TRA MB.

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقترح مراجعة الظهير الشريف المتعلق بالتجمعات العمومية (مذكرة)

الرباط/9 دجنبر 2015/ومع/ قدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في مذكرة له حول "ضمان حرية الاجتماع والتجمع والتظاهر السلمي"، اليوم الأربعاء، مقترحات تتعلق بمراجعة الظهير الشريف المنظم للتجمعات العمومية.

واقترح المجلس في هذه المذكرة، التي قدمها رئيسه، السيد إدريس اليزمي، خلال ندوة صحفية بالرباط، حضرها، بالخصوص، أمين عام المجلس، السيد محمد الصبار، بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي لحقوق الإنسان (عاشر دجنبر)، مراجعة الظهير الشريف رقم 1.58.377 الصادر في 3 جمادى الأولى 1378 (15 نونبر 1958) بشأن التجمعات العمومية (كما وقع تغييره و تميمه)، وذلك من خلال توصيات تنصب على بعض المقتضيات المشتركة، وأخرى حول بعض مقتضيات الظهير، وكذا من خلال توصيات تم مبادئ استعمال القوة.

فعلى مستوى التوصيات المشتركة، أوصى المجلس باستبدال العقوبات السالبة للحرية والإبقاء على الغرامات المنصوص عليها في الفصل 9 عن مخالفة مقتضيات الكتاب الأول المتعلق بالاجتماعات العمومية، وتلك المنصوص عليها في الفصل 14 عن مخالفة مقتضيات الكتاب الثاني المتعلق بالمظاهرات في الطرق العمومية.

وجاء في المذكرة، أنه بالنظر للفصل 30 من الدستور، فإن المجلس يوصي بأن تضاف بشكل ممنهج عبارة بطاقة الإقامة إلى جانب بطاقة التعريف الوطنية، وأنه في إطار نزع الطابع المادي عن المساطر، يقترح المجلس أن تدرج في الفصول 3 و 11 إمكانية القيام بالتصريح المسبق عبر الوسائل الإلكترونية.

وبخصوص التوصيات المتعلقة ببعض مقتضيات الظهير الخاص بالتجمعات العمومية، اقترح المجلس أن يضاف إلى مبدأ حرية الاجتماعات العمومية مبدأ قرينة قانونية الاجتماعات العمومية، ما لم يثبت العكس.

كما اقترح المجلس، في إطار الفصل نفسه، استبدال التعريف الحالي للاجتماع العمومي بتعريف أوسع بمقتضاه يعرف "الاجتماع العمومي" بالحضور القصدي و المؤقت لعدد من الأشخاص يرغبون في التعبير عن وجهة نظر مشتركة في فضاء عمومي.

وأوصي أيضا بأن يكرس الفصل الأول الالتزام الإيجابي للسلطات العمومية بتسهيل وحماية الاجتماعات السلمية.

ومن أجل تبسيط المساطر، يقترح المجلس تعويض النسخ المصادق عليها من بطاقة التعريف الوطنية أو بطاقة الإقامة حسب الحالة بمجرد الإشارة إلى أرقام تلك البطاقات.

ويوصي أيضا بإعفاء جميع الجمعيات المؤسسة بصفة قانونية، والأحزاب السياسية، والهيئات النقابية والمنظمات المهنية من سابق التصريح لعقد الاجتماعات العمومية.

وفي ما يتعلق بالفصل السادس يقترح المجلس إضافة مقتضى في هذا الفصل يمنح منظمي الاجتماع العمومي إمكانية نشر فريق لحفظ النظام يسهل التعرف عليه، من أجل تسهيل تنظيم الحدث، وضمان احترام كل قيد مبلغ طبقا للقانون، "لكن ينبغي على هذا المقتضى أن ينص على أن فريق حفظ النظام لا ينبغي أن يتوفر على صلاحيات السلطات العمومية ويمنع عليه اللجوء إلى القوة، وإنما عليه أن يضمن تعاون المشاركين في الاجتماع العمومي. ويعتبر المجلس أن هذه التوصية ستشجع على التنظيم الذاتي للاجتماعات العمومية".

ويقترح المجلس أيضا أن يدرج في نفس المادة بند يمنح للجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات وباقي المجموعات الفعلية إمكانية استعمال القاعات العمومية بطلب منهم وحسب كفاءات يحددها نص تنظيمي.

أما بالنسبة لهذا النص التنظيمي، فيقتراح المجلس تحويل مضمون مذكرة الوزير الأول رقم 28-99 بتاريخ 5 نونبر 1999 حول استعمال القاعات العمومية من طرف الجمعيات والأحزاب والنقابات إلى مرسوم.

وحول الفصل الحادي عشر، لاحظ المجلس أن الممارسة تجاوزت الفصل 11 من ظهير 1958 المنظم للمظاهرات في الطريق العمومية. فمنذ عشرين سنة، يتم القيام بالمظاهرات في الطرق العمومية من طرف المجموعات الفعلية (التنسيقيات، الجمعيات الفعلية، الائتلافات الترابية والموضوعاتية، اتحادات الأطر العليا المعطلة...) غير تلك المنصوص عليها في الفصل 11 (الجمعيات، الأحزاب، النقابات، المنظمات المهنية)، وإن تطور الممارسة، يبرر من وجهة نظر المجلس، استعجالية مراجعة هذا الفصل بإعطاء حق تنظيم المظاهرات في الطرق العمومية للأشخاص الذاتيين والمعنويين.

وعلى صعيد الفصل الثالث عشر، يقترح المجلس إدراج مقتضى جديد في هذا الفصل بموجبه يمكن لموقعي التصريح الطعن في قرار المنع أمام المحكمة الإدارية المختصة التي تبت فيه استعجاليا.

وعلى صعيد التوصيات المتعلقة بصفة المنفعة العامة، جاء في المذكرة أنه، بمراجعة تعزيز الموارد المالية المتاحة للجمعيات ومراجعة الجانب الجبائي وكذا التسهيلات الجمركية الممنوحة لها، من الممكن التفكير في التخلي نهائيا عن الاعتراف بصفة المنفعة العامة للجمعيات، التي لم يعد معمولا به باستثناء فرنسا تقريبا.

وكتدبير انتقالي، يوصي المجلس باعتماد الوضوح في تحديد المعايير المتعلقة بمحصول الجمعيات على صفة المنفعة العامة، مبرزا، في هذا الصدد، أن ثمة نقطتين هامتين وجب مراعاتهما بشأن المرسوم رقم 2.04.969، إذ يجب من جهة، توضيح نطاق مفهوم "أن يكون للجمعية هدف له طابع المصلحة العامة" المنصوص عليه في المادة 1 من المرسوم سالف الذكر، ومن جهة أخرى، تأطير السلطة التقديرية الممنوحة لممثلي السلطة التنفيذية، وفقا لما هو منصوص عليه في المادة 6 من المرسوم المذكور، عبر وضع معايير واضحة يمكن الاستناد إليها في ممارسة تلك السلطة التقديرية.

وتجدر الإشارة إلى أن مذكرة المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول حرية الجمعيات، التي كان قد اعتمدها في دورته السادسة، المنعقدة يوم 28 فبراير 2014، مساهمة منه في النقاش العمومي حول أعمال الضمانات المنصوص عليها في الفصل 29 من الدستور، تتضمن أيضا توصيات ذات طابع تنظيمي، وبدعم قدرات النسيج الجمعي الوطني، وبالتدابير الخاصة الموجهة لبعض فئات الجمعيات، وأخرى تتعلق بالشراكة بين الدولة والجمعيات، فضلا عن توصيات متنوعة دعا فيها المجلس، في إطار منطلق تشجيع التنظيم الذاتي للجمعيات، بوصفه مكونا أساسيا لحرية الجمعيات، الجمعيات إلى ممارسة الحريات الجموعية وفقا لنص وروح الدستور، ولاسيما الفصل 37 منه، وأن تحترم في عملها معايير الحكامة الجيدة الجموعية.

وفي معرض تقديمه للمذكرة، قال السيد إدريس اليزمي إن المجلس اعتمد في بلورة المذكرة، التي تتضمن مزيد من 90 توصية، مقتضيات دستور 2011، الذي كرس الحق في تأسيس الجمعيات، وكذا الاتفاقيات الدولية التي وقعتها المملكة، فضلا عن عدد من تقارير لجان الخبراء التي تعنى بحقوق الإنسان، وبالتشاور مع قادة دينامية الرباط ومسؤولي القطاعات الوزارية المكلفة بالداخلية وبالعدل والحريات والمالية والأمانة العامة للحكومة، وكذا مع أعضاء اللجنة المكلفة بالحوار الوطني حول المجتمع المدني وأدوار الدستورية.

وأضاف، استنادا إلى دراسة للمندوبية السامية للتخطيط، أن هناك أكثر من 100 ألف جمعية بالمغرب، وأن هناك نموا نسبيا في تأسيس الجمعيات، بحيث تم السنة الماضية تأسيس حوالي 16 ألف جمعية جديدة.

وأشار إلى أن حوالي 30 في المائة من مجموع هذه الجمعيات ليس لها مقر، وأن حوالي ثلث الجمعيات تشتغل بأقل من خمسة آلاف درهم في السنة، وأن 30 ألف شخص يشتغلون في هذه الجمعيات في غياب تأطير قانوني للعمل التطوعي بالمغرب، مؤكدا أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان تدخل في مناسبات عدة لتمكين عدد من الجمعيات من الحصول على الوصل النهائي بإيداع طلباتها، بما فيها جمعيات المغاربة المقيمين بالخارج.

يذكر أن هذه المذكرة، التي أعدها المجلس في إطار ممارسته لاختصاصاته في مجال النهوض بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تم توجيهها لرئيس الحكومة في نونبر 2015.

د/ع/ح

## Accueil L'université Ibn Zohr d'Agadir abrite plusieurs activités axées sur le thème des droits de l'Homme

Agadir, 10 déc. 2015 (MAP) - Plusieurs établissements d'enseignement supérieur relevant de l'université Ibn Zohr d'Agadir abritent, jusqu'au 12 décembre courant, une large panoplie d'activités axées sur le thème des droits de l'Homme, et ce à l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre). Ces activités, organisées par la Commission régionale des droits de l'homme d'Agadir en partenariat avec l'université Ibn Zohr, s'inscrivent dans le cadre de la contribution de cette commission à la promotion de la culture des droits de l'Homme, à la facilitation d'un débat public pluriel sur la protection des droits de l'Homme et à la mise en oeuvre du programme annuel de ladite commission, notamment le volet relatif à la célébration des journées nationales et internationales. A travers l'organisation de ces activités, la commission régionale des droits de l'homme d'Agadir vise à faire connaître aux étudiants le rôle et les attributions du **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** et ses commissions régionales en vue de leur permettre d'établir des ponts de communication et de coopération avec le CNDH et ses commissions régionales. Au programme de ces activités figurent notamment l'organisation d'une table ronde sur "Les droits de l'Homme à l'épreuve de la lutte contre le terrorisme", en partenariat avec le groupe de recherche en droit et technologie moderne relevant de la faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales d'Agadir. Au menu de ces manifestations figurent également nombre d'activités qui seront organisées par les clubs étudiants à la Faculté des lettres et des sciences humaines notamment des lectures poétiques et la présentation de pièces de théâtre en relation avec la thématique des droits de l'Homme. En outre, les organisateurs prévoient le lancement d'un concours sur l'art discursif et les droits de l'Homme, et la tenue d'une rencontre ouverte avec les étudiants axée sur la présentation de récits adaptés au théâtre et de pièces théâtrales sur des expériences d'anciens détenus politiques au Maroc. Les activités englobent également une journée de communication avec les étudiants membres des clubs universitaires de l'Ecole nationale de commerce et de gestion d'Agadir qui sera marquée par la présentation d'un exposé sur le CNDH et ses commissions régionales et la lecture d'extraits du livre intitulé "Des fondements philosophiques des droits de l'Homme" publié par le CNDH.

<http://www.menara.ma/fr/2015/12/10/1770427-luniversit%C3%A9-ibn-zohr-dagadir-abrite-plusieurs-activit%C3%A9s-ax%C3%A9es-sur-le-th%C3%A8me-des-droits-de-lhomme.html>



## Droits de l'Homme au Maroc: Des améliorations, mais peut mieux faire

« Personne ne peut contester le fait que la promotion et la protection des droits de l'Homme au Maroc ont connu un développement notable et que les bases d'un Etat de droit ont été mises en place grâce à des décisions importantes et courageuses prises dans ce sens ». Le secrétaire général du **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** est on ne plus claire.

Mohamed Sebbar a aussi souligné que grâce à son ouverture politique, le Maroc a adhéré à la grande majorité des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, en particulier les sept principaux instruments, et adopté plusieurs lois et textes législatifs qui consolident le choix irréversible du Royaume de faire du respect des droits de l'Homme une idéologie et une réalité quotidienne

Enumérant les avancées du Maroc en la matière, le SG du CNDH, a mis l'accent sur l'adhésion du Maroc à la grande majorité des conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, en particulier les sept principaux instruments.

Il a aussi évoqué l'adoption de plusieurs lois et textes législatifs qui consolident le choix irréversible du Royaume de faire du respect des droits de l'Homme une idéologie et une réalité quotidienne.

Le lancement de la réforme de la justice, a été qualifié par Sebbar qui a notamment relevé que le Maroc est le seul pays arabo-africain qui a pris la décision « historique et avant-gardiste » d'abandonner la poursuite de civils devant les tribunaux militaires.

Mais ces avancées enregistrées en matière des droits de l'Homme au Maroc, ne doivent pas cacher les défis qui persistent sur plusieurs questions ayant trait à la consolidation des droits économiques, culturels et sociaux. Surtout ceux liés au développement, à l'égalité économique entre les milieux rural et urbain, à la révision des textes réglementant le droit d'association et des rassemblements publics pacifiques, à l'usage démesuré de la force lors des manifestations, au terrorisme, à l'environnement ou encore à l'immigration.

A cet égard, le Secrétaire général du CNDH a exhorté le gouvernement et les autorités compétentes à redoubler d'efforts pour renforcer les acquis obtenus et remédier aux lacunes, en vue de faire entrer le Maroc dans le club des pays les plus avancés et développés en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme.

<http://www.quid.ma/politique/droits-de-lhomme-au-maroc-des-ameliorations-mais-peut-mieux-faire/>

## La COP22 aura lieu du 7 au 18 novembre à Marrakech

ENVIRONNEMENT - "Le Maroc, qui s'est toujours engagé dans la lutte contre les changements climatiques, avait abrité la COP7 en 2001 et sera honoré d'accueillir la COP22, du 7 au 18 novembre dans la ville ocre". Lors d'une plénière organisée dans le cadre de la COP21, la conférence internationale sur le climat qui se tient à Paris, le ministre des Affaires étrangères Salaheddine Mezouar a dévoilé la date à laquelle se tiendra la COP22.

"Les grandes lignes de la vision Marrakech 2016 seront déclinées à l'issue des résultats des négociations", a ajouté le ministre, exprimant le souhait de voir la conférence de Paris aboutir à un accord "universel, juste et inclusif".

Alors que la COP21 a comme principal enjeu l'adoption d'un accord mondial contre le réchauffement climatique, la COP22 devrait être celle de "l'innovation en matière d'adaptation et d'atténuation aux effets du changement climatique", et sera "l'occasion de développer des outils opérationnels dans le cadre du plan Paris-Lima puis Paris-Marrakech", selon la ministre chargée de l'Environnement, Hakima El Haite.

La conférence de Marrakech sur le climat s'inscrira d'ailleurs dans la continuité de ce qui a été décidé à Paris. "La COP22 organisée au Maroc sera décisive dans la mise en application des résolutions prises lors de la COP21 et la vérification de l'implication réelle des Etats dans la protection de l'environnement", avait récemment indiqué au HuffPost Maroc Mohamed El Yazghi, ancien ministre de l'Environnement des gouvernements El Yousfi et Jettou.

Reste à savoir qui sera en charge de l'organisation de la COP22. Cela devrait se jouer entre le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et le ministère de l'Intérieur, selon les informations du HuffPost Maroc.

[http://www.huffpostmaghreb.com/2015/12/10/cop22-maroc-marrakech\\_n\\_8771822.html](http://www.huffpostmaghreb.com/2015/12/10/cop22-maroc-marrakech_n_8771822.html)